



Union - Discipline - Travail

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Fin Juin 2017



SOMMAIRE

SYNTHESE	1
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
I.1. PAYS AVANCES.....	4
I.2. PAYS EMERGENTS ET PAYS EN DEVELOPPEMENT	5
I.3. PAYS DE LA ZONE UEMOA.....	6
I.4. MARCHES DES MATIERES PREMIERES ET DES CHANGES.....	6
II. CONJONCTURE NATIONALE	8
II.1. SECTEUR REEL.....	9
II.2. FINANCES PUBLIQUES	19
II.3. COMMERCE EXTERIEUR	22
II.4. SITUATION MONETAIRE ET MARCHE BOURSIER.....	25

TABLE DES ILLUSTRATIONS

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Cours du dollar en Euro à fin juin 2017.....	7
Graphique 2 : Indice harmonisé de la production industrielle.....	11
Graphique 3 : Indice de production des industries extractives.....	11
Graphique 4 : Indice de production du secteur manufacturier.....	12
Graphique 5: Indice du chiffre d'affaire du commerce de détail.....	14
Graphique 6 : Evolution du nombre de passagers du transport aérien à fin juin.....	14
Graphique 7 : Répartition du nombre de passagers au départ d'Abidjan par destination.....	15
Graphique 8 : Evolution du trafic global de marchandises du transport maritime.....	16
Graphique 9 : Evolution du taux d'inflation.....	19
Graphique 10 : Indicateurs des finances publiques à fin juin (en milliards de FCFA).....	22
Graphique 11 : Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur.....	22
Graphique 12 : Répartition géographique des exportations à fin juin 2017.....	24
Graphique 13 : Répartition géographique des importations à fin juin 2017.....	24
Graphique 14: Principaux agrégats monétaires (en milliards de FCFA).....	25
Graphique 15: Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA.....	26
Graphique 16 : Evolution des indices boursiers par secteur.....	26

TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance dans les pays avancés en 2017 (en %).....	4
Tableau 2 : Taux de croissance dans les pays émergents et en développement en 2017 (en %).....	5
Tableau 3 : Taux de croissance du PIB des pays de l'UEMOA (en %).....	6
Tableau 4 : Principales productions dans le secteur primaire.....	9
Tableau 5 : Structure des exportations en valeur 2016-2017.....	23
Tableau 6 : Structure des importations en valeur 2016-2017.....	24

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BIC :	Bénéfice Industriel et Commercial
BRVM :	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BRVM 10 :	Indice des dix entreprises les plus performantes du marché boursier de la BVRM
BTP :	Bâtiments et Travaux Publics
CAF :	Coût Assurance Fret
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEI :	Communauté des Etats Indépendants
CME :	Centre des Moyennes Entreprises
DDO :	Distillate Diesel Oil
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGE :	Direction Générale de l'Economie
EPIC :	Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
FCFA :	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIMR :	Fonds d'Investissement en Milieu Rural
FMI :	Fonds Monétaire International
Gwh	Giga watt heure
HVO :	Heavy Vacuum Oil
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
MINADER :	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MW :	Mégawatt
PAA :	Port Autonome d'Abidjan
PASP :	Port Autonome de San Pedro
PCAD :	Plan Cadre des Nations unies pour le Développement
PEM :	Perspectives de l'Economie Mondiale
PIB :	Produit Intérieur Brut
PME :	Petites de Moyennes Entreprises
PMI :	Petites de Moyennes Industries
PND :	Plan National de Développement
PNG :	Position Nette du Gouvernement
PRETD :	Projet de Renforcement des Réseaux de Transport et de Distribution
SIR :	Société Ivoirienne de Raffinage
TIC :	Technologie de l'Information et de la Communication
TVA :	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
VIH/SIDA :	Virus de l'Immunodéficience Humaine / Syndrome d'Immunodéficience Acquise

SYNTHESE

Bonnes perspectives de l'économie mondiale

L'activité économique mondiale continue de s'affermir. Selon le Fonds Monétaire International (FMI), la situation conjoncturelle favorable au premier trimestre 2017 devrait se poursuivre au second trimestre. L'embellie provient du dynamisme du commerce international, de l'activité industrielle et des services, en lien avec le regain de la confiance économique. En outre, le chômage s'inscrit en baisse. Dans l'ensemble, la croissance économique mondiale devrait se maintenir à +3,5% en 2017 après +3,2% en 2016, selon la dernière mise à jour des Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM) du FMI, en juillet 2017. Ce maintien cache toutefois de légères révisions selon les pays.

Dans les **économies avancées**, la prévision de croissance du PIB en 2017 a été maintenue à +2,0% contre une réalisation de +1,7% en 2016. Elle bénéficierait de la bonne orientation de l'activité qui serait meilleure que prévue initialement au Japon (+1,3% après +1,2%), au Canada (+2,5% après +1,5%) et dans la Zone Euro (+1,9% après +1,7%). Par contre, les prévisions de croissance ont été revues à la baisse aux Etats-Unis (+2,1% après +2,3%) et au Royaume-Uni (+1,7% après +2,0%).

Dans les **économies émergentes et en développement**, la prévision de l'évolution de l'activité en 2017 a été revue à la hausse de 0,1 point de pourcentage pour s'afficher à +4,6%. Cette amélioration résulterait d'une meilleure orientation de l'activité en Chine (+6,7% contre +6,6% prévu antérieurement), au Brésil (+0,3% après +0,2%) et au Mexique (+1,9% contre +1,7%). L'activité serait en accélération par rapport à 2016 (+4,3%). La Côte d'Ivoire figure parmi les dix pays ayant les plus fortes croissances dans le monde.

En **Afrique subsaharienne**, le taux de croissance du PIB de l'année 2017 a été révisé à la hausse à +2,7 % contre une prévision initiale de +2,6% et une réalisation de +1,3% en 2016. Cette révision tient principalement à une amélioration des perspectives de croissance en Afrique du Sud (+1,0% contre +0,8% initialement prévu).

L'activité économique au sein de l'**UEMOA** est projetée à +7,0% en 2017 contre +6,8% en 2016, en lien avec la bonne tenue du secteur tertiaire. La Côte d'Ivoire continue de jouer son rôle de locomotive au sein de l'UEMOA.

Cours du cacao baissiers tandis que ceux des autres spéculations sont à la hausse, notamment, le pétrole, le caoutchouc et l'huile de palme.

Le marché des matières premières est caractérisé au premier semestre 2017 par une amélioration des cours moyens des principaux produits de base notamment, du café (+11,9%), du pétrole brut (+30,1%), du coton (+24,1%), de l'huile de palme (+7,9%), du caoutchouc

(+43,4%), du sucre (+11,2%) et de l'or (+1,5%) par rapport au premier semestre 2016. S'agissant du cacao, les cours sont largement en deçà de leur niveau du premier semestre 2016 (-33,0%). Cependant, en évolution mensuelle, les cours du cacao ont augmenté respectivement de 1,1% et 0,7% en mai et juin 2017, passant de 1 961,2 dollars US en avril 2017 à 1 998,3 dollars US la tonne sur le marché de Londres.

Euro toujours en recul face au dollar en moyenne sur les six premiers mois

Le marché des changes est marqué en moyenne sur le premier semestre 2017 par une dépréciation de l'euro (-2,8%) par rapport au dollar US en glissement annuel. En revanche, l'euro s'apprécie face à la livre sterling de 11,2%, en relation avec le début des discussions pour la mise en œuvre du Brexit. En **évolution mensuelle**, l'euro s'apprécie face au dollar US (+2,3%) au mois de juin 2017.

Consolidation de la croissance au niveau national

Au plan national, l'environnement économique reste favorable au premier semestre 2017, en relation avec les nombreuses réformes mises en œuvre ces dernières années dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires et du renforcement du cadre macroéconomique.

Cependant, cet environnement a été marqué par quelques perturbations relatives aux revendications sociales qui se sont traduites par des grèves des fonctionnaires et des mutineries de quelques éléments dans l'armée. Ces revendications ont connu rapidement une conclusion. Par ailleurs, la chute des cours du cacao a occasionné une perturbation de la commercialisation au premier trimestre 2017 et des pertes de recettes pour l'Etat qui ont été prises en compte par l'adoption d'un collectif budgétaire.

Dans l'ensemble, l'activité économique bénéficie en 2017 du maintien de la confiance des agents économiques, de l'amélioration de la compétitivité avec un taux de change effectif réel en baisse de 2,43% par rapport au dernier trimestre 2016, et d'un regain de la consommation des ménages. En outre, la mobilisation de 1 145,3 milliards de FCFA sur le marché financier international (Euro obligations) consacre la confiance des investisseurs internationaux en l'économie ivoirienne. En effet, la levée de fonds a été souscrite pour plus de quatre fois le montant proposé.

Ainsi, comme l'ont indiqué le rapport sur les perspectives économiques régionales du FMI, et le rapport Africa Pulse de la Banque mondiale, la Côte d'Ivoire est parmi les quelques pays d'Afrique qui ont su montrer une résilience aux chocs ces deux dernières années.

Les réalisations à fin juin 2017 comparées à celles de la période correspondante de 2016 se présentent comme suit :

Redressement de l'agriculture d'exportation

Au niveau du **secteur primaire**, l'agriculture d'exportation enregistre de bonnes performances en relation avec l'amélioration de la pluviosité. La reprise est portée par le cacao (+59,8%), l'anacarde (+7,4%), la banane dessert (+28,1%), le caoutchouc (+8,8%), l'huile de palme (+14,3%) et l'ananas (+37,3%). Par contre, les productions de coton graine (-1,9%), de bois en grumes (-7,0%), de sucre (-13,7%) et de café (-73,1%) se contractent. Par ailleurs, l'agriculture vivrière devrait croître de 7,9% en 2017, portée notamment par le manioc (+18,0%), la banane plantain (4,0%), le maïs (+6,0%) et le riz (+5,0%). Elle bénéficie de la politique d'accroissement de la productivité et d'extension des surfaces cultivées mise en œuvre par le Gouvernement.

Consolidation du secteur secondaire

Au niveau du **secteur secondaire**, l'activité industrielle (+3,1%) maintient sa bonne orientation grâce à la vitalité des industries manufacturières (+7,7%) et de la branche « Electricité, gaz et eau » (+3,4%). Toutefois, cette hausse est atténuée par un retrait des industries extractives (-18,3%) après des réalisations importantes enregistrées en 2016. Quant au BTP, il se contracte de 0,5%.

Evolution contrastée du secteur tertiaire

Le **secteur tertiaire** affiche une évolution contrastée de ses composantes. En effet, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail progresse de 7,5% en termes nominaux tandis que le secteur des télécommunications enregistre un repli de son chiffre d'affaires (-2,4%) suite à la fusion de Côte d'Ivoire Telecom et Orange Côte d'Ivoire. Au niveau du secteur du transport, il est enregistré une hausse de 15,3% du nombre de passagers commerciaux dans le trafic aérien. De même, le transport routier devrait évoluer favorablement au regard de la progression de la consommation des carburants super et gasoil (+12,4%). A l'inverse, le trafic global de marchandises dans le transport maritime (-4,4%) se contracte en lien avec la capacité d'accueil limitée des infrastructures du port d'Abidjan. En outre, dans le ferroviaire, le trafic de marchandises ressort en baisse de 13,3%.

Progression modérée des prix à la consommation

L'**indice des prix à la consommation** connaît en moyenne sur le premier semestre 2017, une progression de 0,7% comparé à la période correspondante de 2016. Cette évolution est liée au renchérissement des produits non alimentaires (+1,4%) tandis que les prix des produits alimentaires s'amointrissent (-1,1%) en lien avec un meilleur approvisionnement des marchés. En moyenne annuelle, le taux d'inflation se situe à 0,5%, soit bien en

dessous du maximum de la norme communautaire de l'UEMOA fixé à 3%.

Hausse continue de la création nette d'emplois

Le marché de l'**emploi** dans le secteur moderne se comporte favorablement. Le nombre de salariés s'accroît de 4,7% correspondant à une création nette de 41 776 emplois sur un an. Le secteur privé a contribué à hauteur de 83,8% dans la création nette d'emplois soit 35 022 emplois.

Déficit du solde budgétaire global moindre que prévu

S'agissant des finances publiques, un gap de 10 milliards de FCFA est enregistré au niveau des recouvrements de recettes et dons comparé à l'objectif. Cette moins-value provient des recettes non fiscales (-21,7 milliards de FCFA) et des dons (-31,0 milliards de FCFA) tandis que les recettes fiscales enregistrent un excédent (+42,7 milliards de FCFA). Les dépenses totales et prêts nets connaissent une sous consommation de 300,3 milliards de FCFA, notamment sur les investissements (-108,4 milliards de FCFA), le fonctionnement (-105,0 milliards de FCFA) et les dépenses de personnels (-21,6 milliards de FCFA).

Le solde primaire de base ressort excédentaire de 180,7 milliards de FCFA alors que le solde budgétaire global affiche un déficit de 202,8 milliards de FCFA. Ces résultats sont nettement meilleurs que les objectifs à fin juin 2017 projetés respectivement à -64,2 milliards de FCFA et -493,0 milliards de FCFA. Le déficit global a été couvert grâce au recours aux marchés monétaire et financier sous régional et international.

Bonne progression des exportations

Les **échanges extérieurs** de marchandises en commerce spécial et hors biens exceptionnels sont caractérisés par un solde commercial excédentaire de 1 652,0 milliards de FCFA en augmentation de 122,1% par rapport à l'excédent de juin 2016. Cette évolution découle d'une hausse des exportations en valeur de 19,4% et d'une contraction des importations de 8,1%. Par ailleurs, les termes de l'échange s'améliorent de 6,0%.

Augmentation du financement bancaire

La **situation monétaire** est marquée par un accroissement de la masse monétaire de 17,6% (1 361,0 milliards de FCFA) soutenu par la consolidation des crédits nets à l'économie (+18,5% ; +814,5 milliards de FCFA) et des avoirs extérieurs nets (+31,1% ; +673,6 milliards de FCFA). Le commerce de gros et les industries manufacturières sont les principaux bénéficiaires des crédits de court terme tandis que les crédits de moyen et long termes sont principalement orientés vers la branche « transport, entrepôts et communications ». Après s'être affichés en baisse en début d'année, les avoirs extérieurs nets rebondissent grâce à la mobilisation des Eurobonds au

mois de juin 2017. Cette mobilisation impacte positivement la Position Nette du Gouvernement (-4,7% ; -72,5 milliards de FCFA).

Morosité du marché boursier

Le **marché boursier** affiche une contraction des indices BRVM 10 (-11,5%) et BRVM composite (-9,8%), en moyenne sur la période sous revue. De même, la capitalisation boursière baisse de 3,2%. Cette évolution conjoncturelle s'explique notamment par le fractionnement de certains titres ainsi que par les prises de bénéfice à travers les ventes d'actions après les fortes croissances observées ces dernières années.

En conclusion, l'activité économique nationale a été dynamique au premier semestre 2017 grâce à une bonne progression du secteur primaire, au maintien à la hausse de l'activité industrielle et à l'amélioration de la compétitivité avec un taux de change effectif réel en baisse de 2,43% par rapport au dernier trimestre 2016. Le démarrage imminent de grands chantiers d'infrastructures publiques devrait permettre d'inverser la tendance baissière du BTP. Ces chantiers comprennent la réhabilitation et l'extension d'infrastructures existantes ainsi que la construction de nouveaux ouvrages. Il s'agit notamment du prolongement de l'autoroute du nord sur l'axe Yamoussoukro-Tiébissou, des réalisations de l'échangeur du carrefour Solibra, du projet de transport urbain d'Abidjan, des réceptifs hôteliers ainsi que l'aménagement des aéroports de San Pedro et Yamoussoukro.

En ce qui concerne le secteur tertiaire, le trafic de marchandises au port d'Abidjan devrait se redresser en liaison avec la fin des travaux de réhabilitation de la voirie de la zone portuaire qui favorisera son désengorgement. Par ailleurs, la tenue du sommet Union Européenne-Afrique prévu en novembre 2017 à Abidjan devrait booster l'activité économique.

En outre, le succès de l'émission d'Eurobonds en juin 2017, avec 1 143,5 milliards de FCFA mobilisés, devrait permettre d'accélérer la mise en œuvre du PND 2016-2020 et concourir à la réalisation d'une croissance économique soutenue en 2017.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'environnement international est marqué par l'affermissement continu de l'**activité économique mondiale**. Selon le Fonds Monétaire International (FMI), la situation conjoncturelle favorable au premier trimestre 2017 devrait se poursuivre au second trimestre. L'embellie est soutenue par le dynamisme du commerce international, de l'activité industrielle et des services, en lien avec le regain de la confiance économique. En outre, le chômage s'inscrit en baisse. Dans l'ensemble, la croissance économique mondiale devrait se maintenir à +3,5% en 2017 après +3,2% en 2016, selon la dernière mise à jour des Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM) du FMI, en juillet 2017. Ce maintien cache toutefois de légères révisions selon les pays.

I.1. PAYS AVANCES

Le FMI a maintenu la prévision de croissance dans les pays avancés en 2017 à +2,0%. Cette évolution est soutenue par la progression de l'activité qui serait meilleure que prévue en avril 2017 au Japon et dans la Zone Euro. Par contre, les prévisions de croissance de l'année 2017 ont été revues à la baisse aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

Tableau 1 : Taux de croissance dans les pays avancés en 2017 (en %)

Pays	PIB trimestriel		Prévisions annuelles		
	T1-2017	T2-2017	Réalisé 2016	Prévision 2017	
			Mise à jour PEM juillet 2017	PEM avril 2017	Mise à jour PEM juillet 2017
Mondiale			3,2	3,5	3,5
Pays avancés			1,7	2,0	2,0
Etats Unis	0,3	0,7	1,6	2,3	2,1
Canada	0,9	nd	1,5	1,9	2,5
Japon	0,3	0,2	1,0	1,2	1,3
Royaume-Uni	0,2	0,3	1,8	2,0	1,7
Zone Euro	0,6	0,5	1,8	1,5	1,9
Allemagne	0,6	0,5	1,8	1,6	1,8
France	0,5	0,5	1,2	1,4	1,5
Italie	0,4	0,3	0,9	0,8	1,3
Espagne	0,8	0,8	3,2	2,6	3,1

Source : FMI PEM avril et juin 2017, INSEE

Aux États-Unis, la croissance économique a ralenti au premier trimestre 2017, mais l'activité semble redémarrer au deuxième trimestre (+0,7% après +0,3%). L'économie américaine tirerait profit de l'accroissement des investissements des entreprises, de la reprise de la consommation des ménages favorisée par l'amélioration du marché du travail ainsi que de la relance des marchés boursier et immobilier. Toutefois, les faibles résultats enregistrés au premier trimestre 2017 ont conduit le FMI, à réviser la croissance du PIB à la baisse de 0,2 point pour s'établir en 2017 à +2,1% après +1,6% en 2016.

Au **Japon**, après une hausse du PIB de 0,3% au premier trimestre, l'économie pourrait progresser modérément de 0,2% au deuxième trimestre. Cette évolution est portée par une reprise modeste de la consommation des ménages soutenue par une légère hausse des salaires, un marché d'emploi dynamique et une demande mondiale plus forte. Ces avancées notables ont induit une révision à la hausse de 0,1 point de la croissance du PIB en 2017 qui devrait atteindre +1,3%.

L'activité au **Royaume-Uni** s'est accrue de 0,2% au premier trimestre et pourrait s'afficher à +0,3% au second trimestre. L'économie britannique profiterait du rebond des exportations et des investissements des entreprises. Par ailleurs, la consommation des ménages qui était en baisse, du fait de la poussée de l'inflation consécutive à la dépréciation de la livre Sterling, se stabilise. Toutefois, en raison d'une activité plus faible que prévue au premier trimestre 2017, la croissance annuelle du PIB **britannique** a été revue à la baisse de 0,3 point de pourcentage et devrait se situer à +1,7% en 2017 contre +1,8% en 2016.

L'économie **Canadienne** a été très dynamique au premier trimestre avec un taux de croissance de +0,9% en rythme trimestriel. Au deuxième trimestre, l'économie se maintiendrait sur une pente positive. Elle bénéficierait du rebond du marché de l'immobilier résidentiel. Par conséquent, le taux de croissance de 2017 a été revu à la hausse de 0,6 point de pourcentage pour atteindre 2,5% après +1,5% en 2016.

Dans la **zone euro**, la croissance du PIB s'est élevée à +0,6% au premier trimestre 2017 et devrait atteindre +0,5% au second semestre. L'économie de cette zone est favorisée par une augmentation de la consommation des ménages, un rebond de l'investissement bénéficiant de conditions de financement attrayantes et une nette accélération des exportations. Ces développements ont contribué au rehaussement de 0,2 point de pourcentage à la croissance économique prévue en 2017 qui devrait se situer à +1,9% contre +1,8% en 2016.

En **Allemagne**, l'activité a été dynamique au premier trimestre 2017 (+0,6%). Elle ralentirait légèrement au deuxième trimestre (+0,5%). L'économie allemande profite du renforcement de la reprise tirée par la vigueur de la consommation, de l'investissement dans la construction et des exportations. Le taux de croissance du PIB de l'année 2017 a été revu à la hausse de 0,2 point de pourcentage et se situerait à +1,8% comme en 2016.

En **France**, l'économie a progressé au taux de 0,5% aux premier et deuxième trimestres 2017. Cette bonne orientation est portée par la consommation des ménages et les exportations. De même, l'investissement des entreprises a enregistré une progression de 2,1% au premier trimestre et de 0,5% au second trimestre. Ces résultats ont contribué à une révision à la hausse de la croissance du PIB de 2017 de 0,1 point pour atteindre +1,5% après +1,2% l'année précédente.

Le PIB de l'**Italie** devrait croître de +1,3% en 2017 contre +0,8% prévu antérieurement et +0,9% en 2016. Cette nette amélioration serait attribuable au dynamisme des exportations, de l'investissement des entreprises et de la consommation des ménages qui ont permis à l'activité économique de progresser aux premier et deuxième trimestres 2017 respectivement de +0,4% et +0,3%.

En **Espagne**, l'activité a été dynamique au premier trimestre 2017 (+0,8%), grâce principalement au rebond de l'investissement en biens d'équipement. Au deuxième trimestre, la croissance resterait élevée. En raison de l'orientation plus favorable de l'activité économique au cours des deux premiers trimestres, le PIB progresserait

de 3,1% en 2017 contre une prévision antérieure de 2,6% et une réalisation de +3,2% en 2016.

I.2. PAYS EMERGENTS ET PAYS EN DEVELOPPEMENT

Dans les **économies émergentes et en développement**, la prévision de croissance de 2017 a été revue à la hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport à la prévision initiale pour se situer à +4,6% après une réalisation de +4,3% en 2016. Le dynamisme résulte de la vigueur de l'activité en Chine et en Inde ainsi que du redressement des économies brésilienne et russe.

Tableau 2 : Taux de croissance dans les pays émergents et en développement en 2017 (en %)

	PIB trimestriel		Prévisions annuelles		
	T1-2017	T2-2017	Réalisé 2016	Prévision 2017	
Pays			Mise à jour PEM juillet 2017	PEM avril 2017	Mise à jour PEM juillet 2017
Pays émergents et en développement			4,3	4,5	4,6
Chine	1,3	1,7	6,7	6,6	6,7
Russie¹	0,5		-0,2	1,4	1,4
Brésil	1,0		-3,6	0,2	0,3
Inde	1,5		7,1	7,2	7,2
Afrique subsaharienne			1,3	2,6	2,7
Nigéria			-1,6	0,8	0,8
Afrique du sud	-0,2		0,3	0,8	1,0

Source : FMI PEM avril et juillet 2017 ; OCDE

En **Chine**, la croissance économique se poursuit à un rythme soutenu avec une progression du PIB de 1,7% en rythme trimestriel au deuxième trimestre 2017 après +1,3% au trimestre précédent. L'activité est favorisée par le dynamisme des investissements privés et de la demande intérieure et extérieure. Cette performance devrait permettre d'atteindre une croissance du PIB de +6,7% en 2017, identique à la réalisation de 2016, contre une prévision initiale de 6,6%.

En **Inde**, la croissance au premier trimestre 2017 s'est affichée à +1,5%. Au deuxième trimestre, les indicateurs conjoncturels signalent un renforcement de l'activité qui devrait se poursuivre au cours des prochains trimestres grâce à une nette amélioration du climat des affaires ainsi qu'à une augmentation de la production industrielle et de

¹ Glissement annuel

la demande. Le PIB indien devrait progresser de 7,2% en 2017, en ligne avec la prévision antérieure et en accélération par rapport à la croissance de 2016 (+7,1%).

Au **Brésil**, l'économie s'est redressée de 1,0% au premier trimestre 2017 après avoir enregistré une contraction sur toute l'année 2016. Les données conjoncturelles au deuxième trimestre laissent espérer un maintien de la reprise, en rapport avec le rebond des exportations. Pour l'année 2017, le FMI a revu à la hausse de 0,1 point de pourcentage la prévision de croissance initiale. Le PIB devrait donc croître de 0,3% après une baisse de 3,6% en 2016, grâce au retour de la confiance des consommateurs et des entreprises ainsi qu'au redressement des prix à l'export des produits de base.

L'économie **russe**, après avoir enregistré une récession en 2015 (-2,8%) et 2016 (-0,2%), amorce sa relance avec une hausse du PIB de 0,5% au premier trimestre 2017. Pour l'année 2017, le FMI prévoit une croissance de +1,4% en lien avec la remontée des prix du pétrole et le redressement de la demande intérieure suite à l'assouplissement des conditions financières.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait atteindre +2,7 % en 2017 contre une prévision de +2,6% dans les PEM d'avril 2017 et une réalisation de +1,3% en 2016. Cette légère accélération provient d'une amélioration des perspectives de croissance de **l'Afrique du Sud** (+1,0% contre +0,8% antérieurement). En effet, le pays enregistre une récolte exceptionnelle grâce à une meilleure pluviosité et bénéficie d'une augmentation de la production minière. Quant au **Nigeria**, la prévision de croissance a été maintenue à +0,8% en 2017 après une baisse d'activité de -1,6% en 2016. La reprise serait portée principalement par le rebond des prix des produits de base ainsi que par le redressement de la production pétrolière et de l'investissement.

I.3. PAYS DE LA ZONE UEMOA

L'activité économique dans **l'UEMOA** est demeurée soutenue au premier trimestre 2017. Le PIB, en termes réels, s'est accru de 6,6%, en rythme annuel, contre une hausse de 6,5% enregistrée au trimestre précédent. Cette performance serait due à la bonne orientation du secteur

tertiaire qui contribue positivement à la croissance du PIB.

Dans l'ensemble, selon l'Institution sous régionale, la croissance économique au sein de l'Union devrait demeurer forte en 2017, à environ +7,0%, malgré la persistance des menaces sécuritaires.

La croissance serait soutenue dans l'ensemble des pays principalement en Côte d'Ivoire (+8,5%), au Burkina Faso (+7,4%) et au Sénégal (+6,8%). La Côte d'Ivoire continue donc de jouer son rôle de locomotive au sein de l'UEMOA et figure parmi les dix pays ayant les plus fortes croissances dans le monde.

Tableau 3 : Taux de croissance du PIB des pays de l'UEMOA (en %)

Pays	Croissance du PIB en 2016	Croissance du PIB en 2017
Bénin	3,9	5,4
Burkina Faso	5,9	7,4
Côte d'Ivoire	8,8	8,5
Guinée Bissau	5,1	5,0
Mali	5,8	5,3
Niger	4,6	5,5
Sénégal	6,6	6,8
Togo	5,1	5,3
UEMOA	6,7	7,0

Sources: Rapport de Surveillance Multilatérale de juin 2017

Concernant les autres indicateurs macroéconomiques de l'UEMOA, leur évolution reste mitigée. Ainsi, **l'inflation** devrait rebondir à +3,0% contre +0,6% en 2016. Le **solde budgétaire** hors dons serait déficitaire (-7,6% du PIB, contre -6,8% en 2016), en raison de la hausse des dépenses (+26,3%). La **balance courante** de l'Union serait marquée par un déficit en pourcentage du PIB de -4,7% contre -4,8% en 2016, imputable à l'ensemble des pays de l'UEMOA.

I.4. MARCHES DES MATIERES PREMIERES ET DES CHANGES

Poursuite de la baisse des cours du cacao tandis que les cours des autres spéculations sont en hausse

En moyenne au premier semestre 2017, le marché des matières premières est marqué par une bonne orientation des cours, à l'exception de ceux du cacao fèves et du

maïs qui s'affichent en baisse de 33,0% et 2,9% respectivement.

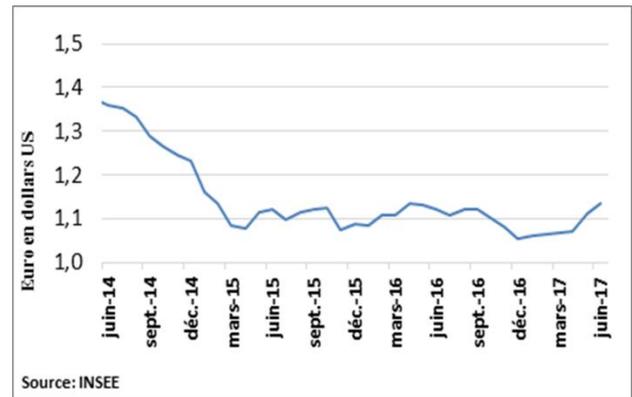
En effet, les cours du café (+11,9%), du pétrole brut (+30,1%), du coton (+24,1%), de l'huile de palme (+7,9%), du caoutchouc (+43,4%), du sucre (+11,2%) et de l'or (+1,5%) ressortent en hausse et l'indice Moody's des matières premières s'améliore de 14,8%.

En évolution mensuelle, les cours des principaux produits sont en retrait au mois de juin 2017, à l'exception du cacao (+0,7%), l'or (+1,2%) et le maïs (+1,6%) qui s'améliorent. Les cours du cacao ont augmenté respectivement de 1,1% et 0,7% en mai et juin 2017, passant de 1 961,2 dollars US en avril 2017 à 1 998,3 dollars US la tonne sur le marché de Londres à fin juin 2017.

Euro toujours en recul face au dollar en moyenne sur les six premiers mois

Comparé au premier semestre 2016, le **marché des changes** est marqué par une dépréciation de l'euro, en moyenne par rapport au dollar US (-2,7%), sur la période sous revue. En revanche, l'euro s'apprécie face à la livre sterling (+10,9%) en relation avec les effets du vote du Royaume Uni en faveur du Brexit.

Graphique 1 : Cours du dollar en Euro à fin juin 2017



En évolution mensuelle, l'euro s'apprécie face au dollar US (+2,3%) au mois de juin 2017, mais reste stable par rapport à la livre sterling (+0,0%). Concernant la monnaie américaine, elle souffrirait des incertitudes sur les perspectives économiques de la présidence TRUMP.

II. CONJONCTURE NATIONALE

*L'analyse porte sur les données à fin juin 2017, comparées à celles à fin juin 2016, sauf indication contraire
Valeurs en FCFA*

L'environnement économique national est resté favorable au premier semestre 2017, en relation avec les nombreuses réformes mises en œuvre ces dernières années dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires et de l'exécution du Programme Economique et Financier visant notamment à maintenir un cadre macroéconomique solide.

Cependant, l'activité a été quelque peu perturbée par des revendications salariales et sociales qui se sont traduites par des grèves des fonctionnaires et des mutineries de quelques éléments de l'armée. Par ailleurs, la chute des cours du cacao a occasionné une perturbation de sa commercialisation au premier trimestre 2017 et des pertes de recettes pour l'Etat. Il en a découlé une révision à la baisse du budget 2017 qui passe à 6 447,6 milliards

contre 6 501,4 milliards antérieurement. Dans ce contexte, au début du mois d'avril 2017, la prévision de croissance de l'année 2017 a été révisée à 8,5% contre 8,9% antérieurement.

En ce qui concerne les revendications, elles ont été prises en charge par le Gouvernement et un cadre de dialogue pour le traitement des points résiduels a été mis en place. Quant à la commercialisation du cacao, elle a été normalisée au premier trimestre 2017 grâce à l'activation du compte de stabilisation du Conseil du Café Cacao qui a permis de faire face au défaut de paiement de certains exportateurs tout en assurant le respect du niveau de prix au producteur de 1 100 FCFA/kg arrêté sur la campagne principale 2016-2017 (période allant d'octobre 2016 à mars 2017).

ENCADRE : MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER

La Côte d'Ivoire a conclu le 12 décembre 2016, un accord avec le Fonds Monétaire International, au titre de la Facilité Élargie de Crédit (FEC) couplée au Mécanisme Élargi de Crédit (MEDC), pour la période 2016-2019. Cet accord vise à accompagner le Gouvernement ivoirien dans la réalisation des objectifs du PND 2016-2020.

La première évaluation du programme, jugée satisfaisante, a été entérinée par le Conseil d'Administration du FMI, le 19 juin 2017. Elle a également permis l'approbation, au titre des deux facilités, d'un appui additionnel de 162,60 millions de DTS correspondant à un rehaussement de 25% de la quote-part de la Côte d'Ivoire, pour atteindre 100%.

La seconde revue qui se tiendra du 19 septembre au 03 octobre 2017, portera sur l'évolution de la situation économique à fin juin 2017. Bien que la mise en œuvre du Programme se soit effectuée dans une conjoncture marquée entre autres par la baisse des cours du cacao, la hausse des cours du pétrole et les revendications sociales, tous les critères de performance et les repères indicatifs quantitatifs à fin juin 2017 devraient être respectés. De même, des actions et mesures majeures ont été mises en œuvre, à savoir notamment :

- *l'ajustement des prix garantis aux producteurs de cacao en ligne avec l'évolution des cours internationaux conformément au Programme de Vente Anticipée à la Moyenne (PVAM) ;*
- *l'application du mécanisme d'ajustement automatique des prix des carburants à la pompe pour préserver la recette fiscale au minimum au niveau inscrit dans la loi de finances rectificative ;*
- *la création de quatre nouveaux Centres des Moyennes Entreprises (CME) à Abidjan et l'abaissement du seuil d'éligibilité des PME de 300 à 200 millions de FCFA ;*
- *l'ajustement des tarifs de l'électricité par arrêté interministériel N°027/MPEDER/MBPE/MEF du 28 juin 2017, conformément au plan discuté avec l'équipe du FMI.*

A moyen terme, en vue d'assurer la solidité du cadre macroéconomique, le Gouvernement s'est engagé à appliquer un ajustement budgétaire pour atteindre un déficit budgétaire de 3% du PIB en 2019 contre 4,5% en 2017, à travers la poursuite des réformes fiscales notamment l'élargissement de l'assiette fiscale et l'amélioration de l'administration fiscale. Le Gouvernement mettra également en œuvre des réformes structurelles visant notamment l'amélioration du climat des affaires et le développement du secteur financier.

Dans l'ensemble, l'activité économique bénéficie en 2017 du maintien de la confiance des agents économiques, de l'amélioration de la compétitivité avec un taux de change effectif réel en baisse de 2,43% par rapport au dernier trimestre 2016, et d'un regain de la consommation des ménages lié à la diversification de l'offre de biens sur le marché avec l'ouverture de nouveaux centres commerciaux. En outre, la mobilisation de 1 145,3 milliards de FCFA sur le marché financier international (Eurobonds) traduit la confiance des investisseurs internationaux en l'Economie ivoirienne. Ces ressources devraient contribuer à booster l'économie, en finançant notamment l'exécution du PND 2016-2020 au cours de l'année 2017. Ainsi, comme l'ont indiqué le rapport sur les perspectives économiques régionales du FMI, et le rapport Africa Pulse de la Banque mondiale, la Côte d'Ivoire est parmi les quelques pays d'Afrique qui ont su montrer une résilience aux chocs ces deux dernières années.

Les actions mises en œuvre au premier semestre 2017 dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires ont porté notamment sur (i), la création de nouveaux Centres de Moyennes Entreprises (CME) à Abidjan, (ii) la mise en œuvre de la télé déclaration des impôts, cotisations et prestations sociales, (iii) la mise en œuvre du télépaiement des impôts, taxes et cotisations sociales et (iv) l'ouverture des voies de recours en annulation, fondé sur le droit interne, aux actionnaires minoritaires contre les conventions présentant un conflit d'intérêt conformément aux dispositions de l'OHADA.

II.1. SECTEUR REEL

II.1.a. Secteur primaire

Bonne tenue de l'agriculture d'exportation

Dans le secteur primaire, l'agriculture d'exportation poursuit la dynamique favorable observée au premier trimestre 2017. Cette bonne tenue est attribuable à l'amélioration de la pluviosité et à la mise en œuvre des programmes d'appui dans les filières anacarde, banane dessert et ananas.

Tableau 4 : Principales productions dans le secteur primaire

(en tonnes)	6 mois 2016	6 mois 2017	Variation (%)	Prévision de croissance annuelle
Cacao	560 690	895 803	59,8	10,1
Café	103 909	27 987	-73,1	-59,3
Anacarde	503 304,4	540 512,6	7,4	10,1
Ananas	17 165,4	23 575,8	37,3	43,9
Banane	183 099,7	234 471,0	28,1	-7,1
Coton graine	222 050,1	217 729,8	-1,9	34,3
Caoutchouc	175 552,9	190 970,0	8,8	-3,8
Sucre	123 586,3	106 678,7	-13,7	23,5
Huile de palme	298 132,5	340 753,6	14,3	-0,8
Bois en grumes (m ³)	713 246,4	663 260,6	-7,0	0,0

Source : DGE, OPA, MINADER

Le cacao bénéficie de la pluviosité favorable ainsi que de l'effet de rattrapage suite à la normalisation de la commercialisation au cours du premier trimestre 2017, après les perturbations enregistrées le trimestre précédent. La production s'établit à 895 803 tonnes au premier semestre 2017, en hausse de 59,8% comparativement à la période correspondante de 2016. Sur cette période, le revenu brut cumulé des producteurs est estimé à 856,1 milliards, en progression de 52,7%.

Par contre, la production de café pâtit de la mauvaise répartition des pluies au cours de l'année 2016 qui a impacté négativement la floraison des caféiers. Ainsi, cette spéculation enregistre un repli de 73,1% avec 27 987 tonnes de café produits à fin juin 2017. Le revenu brut cumulé des producteurs est estimé à 21,0 milliards, en baisse de 70,3% par rapport à fin juin 2016.

La mise en œuvre des réformes pour l'amélioration des productions et des conditions de vie des populations se poursuit.

Au niveau de la consolidation des productions, 16 400 ha de plantations cacaoyères infectées par le swollen shoot ont été arrachées, des semences améliorées de cacao et de café ont été distribuées. Les producteurs de café et de cacao ont bénéficié également de formations aux bonnes pratiques agricoles.

Concernant les conditions de vie des producteurs, le Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) a permis d'entretenir des pistes rurales, d'assurer la construction

d'écoles, de logements d'instituteurs et de centres de santé. En outre, l'hydraulique humaine rurale ainsi que l'électrification rurale ont été améliorées.

Au niveau des filières hévéa et palmier à huile, la production d'**huile de palme** connaît une hausse de 14,3% atteignant 340 753,6 tonnes à fin juin 2017. La filière bénéficie des effets de la mise en œuvre du troisième plan palmier par certains acteurs, avant la fin de l'étude de faisabilité. L'objectif de ce nouveau plan palmier est de replanter et planter 200 000 ha sur dix ans à raison de 20 000 ha par an. De même, le **caoutchouc naturel** tire profit de l'amélioration des cours internationaux et affiche une production de 190 970 tonnes en progression de 8,8%.

Le Gouvernement envisage d'assurer la transparence dans les filières hévéa et palmier à huile tout en améliorant les productions ainsi que les revenus des producteurs. Par conséquent, un projet de loi pour la mise en œuvre des réformes adoptées en Conseil des Ministres a été soumis à l'Assemblée Nationale pour examen en vue de son adoption. Ce projet de loi porte sur la refonte des organismes de régulation, une plus grande professionnalisation des acteurs et un accroissement des rendements.

Au niveau de **la banane dessert**, la production s'accroît de 28,1% pour se situer à 234 471,0 tonnes, en relation avec la mise en œuvre du plan de relance de la filière démarré en 2015.

La production d'**ananas** s'affiche à 23 575,8 tonnes, en augmentation de 37,3%. Cette performance s'explique par le retour progressif des petits producteurs en liaison avec la hausse de la demande intérieure. En effet, la filière bénéficie de l'installation de petites unités de transformation et de l'amélioration de la chaîne de commercialisation avec l'installation du groupe « Carrefour ». En outre, elle tire avantage de l'exécution du projet d'appui à l'amélioration des outils de production et de commercialisation.

Toutefois, la filière fruitière (banane dessert, ananas...) fait face à certaines difficultés notamment (i) la pression exercée par la grande distribution européenne pour la

baisse des prix, face à la concurrence des pays de l'Amérique latine, (ii) le problème de compétitivité en raison des coûts de production et de conditionnement élevés, (iii) les problèmes de logistiques au niveau du port, et (iv) la fiscalité qui n'est pas toujours adaptée notamment en ce qui concerne la taxation des logements mis à la disposition des travailleurs agricoles. Afin de garantir la survie de la filière et améliorer la qualité des fruits, plusieurs projets d'investissements sont prévus et leurs mises en œuvre nécessitent un soutien financier du Gouvernement et des partenaires au développement. Les marchés national et sous régional restent aujourd'hui les principaux marchés à explorer face à la perte de part de marché en Europe.

Concernant la filière **anacarde**, la mise en œuvre des réformes et l'accroissement des prix au producteur permettent une progression de la production de 7,4% pour s'établir à 540 512,6 tonnes. Le prix au producteur serait en hausse au regard de la croissance du prix à l'export de 49,3%. Cette embellie des prix s'explique d'une part, par l'amélioration de la qualité de la noix de cajou origine Côte d'Ivoire et d'autre part, par la forte demande au niveau international.

Quant au **coton graine**, la campagne 2016-2017 s'est achevée en avril 2017, les volumes traités depuis lors sont résiduels. La production se situe à 217 729,8 tonnes au premier semestre 2017, en retrait de 1,9% comparée à la période correspondante de 2016. La culture pâtit de la mauvaise répartition des pluies dans les zones de production. Le Conseil Coton Anacarde mène des actions de sensibilisation des producteurs afin d'améliorer leur prise en charge à travers la mise en œuvre du zonage industriel.

Les filières coton-anacarde font partie des filières agricoles prioritaires dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de promotion de l'agro-industrie. Par conséquent, elles bénéficient d'un fonds de développement des activités de transformation locale.

La production de **sucre**, accuse une contraction de 13,7% pour se situer à 106 678,7 tonnes en raison des actes de vandalisme subis un an plus tôt.

Le **bois** connaît un tassement du volume de grumes produit qui ressort à 663 260,6 mètres cubes sur la période sous revue contre 713 246,4 mètres cubes à fin juin 2016, soit un repli de 7,0%. Cette évolution découle principalement de l'application du décret d'interdiction de l'exportation des bois en grumes. En effet, aucune exportation de bois en grumes n'a été réalisée à fin juin 2017 alors que 43 361 tonnes ont été exportées un an plus tôt. Les bois en grumes usinés enregistrent une baisse moins prononcée de 1,0%.

L'agriculture vivrière profiterait de la bonne pluviosité observée depuis le début de l'année ainsi que de la poursuite des réformes dans le secteur. Ainsi, la valeur ajoutée de la branche vivrière progresserait de 7,9% en relation avec la bonne dynamique des tubercules (+8,7%), des céréales (+5,4%) et des autres produits vivriers (+4,4%). Le niveau croissant des productions de tubercules proviendrait du manioc (+18,0%), de la banane plantain (+4,0%), de l'igname (+3,7%), de la patate douce (+3,1%) et du taro (+2,9%). Au niveau des céréales, la progression serait expliquée par l'accroissement des productions de sorgho (+7,3%), de maïs (+6,0%), de mil (+5,6%), de riz paddy (+5,0%) et de fonio (+2,8%). Les autres produits vivriers seraient tirés par l'arachide (+6,3%), la tomate (+3,6%), le gombo (+3,5%) et l'aubergine (+2,8%).

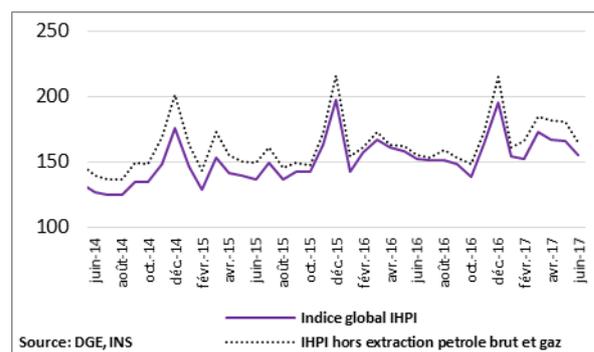
II.1.b. Secteur secondaire

Le secteur secondaire enregistre une évolution contrastée au terme des six premiers mois de 2017. L'indice harmonisé de la production industrielle s'est accru de 3,1% comparativement à la période correspondante de 2016. Par contre, l'indicateur avancé du BTP affiche un repli de 0,5%.

✓ *Activité industrielle*

L'activité industrielle tire avantage du bon comportement des industries manufacturières (+7,7%) et du renforcement de la production d'« électricité, gaz et eau » (+3,4%), en dépit du retrait de l'activité extractive (-18,3%).

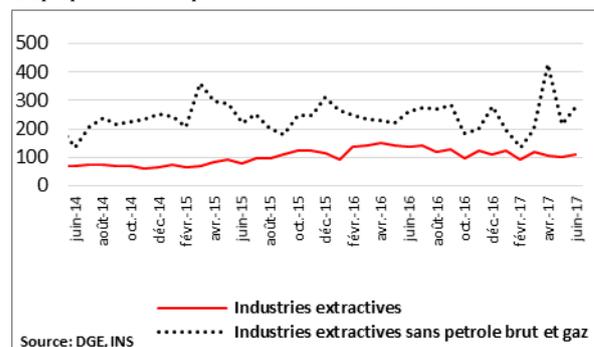
Graphique 2 : Indice harmonisé de la production industrielle



○ *Activités extractives en retrait*

L'activité des industries extractives enregistre une baisse provenant des diminutions des branches « extraction de pétrole brut et de gaz naturel et activités annexes » (-18,9%) et des branches « autres activités extractives » (-1,0%).

Graphique 3 : Indice de production des industries extractives



La branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel ; activités annexes » accuse un repli imputable principalement à l'extraction pétrolière.

En effet, la production de **pétrole brut** se replie de 20,7%, pour se situer à 6 527,1 milliers de barils. Cette baisse intervient après un pic de production constaté durant l'année 2016 du fait des investissements effectués. La contraction de la production provient des deux principaux blocs CI-40 et CI-26 qui affichent des replis respectivement de 15,5% et 40,6%. Ces deux blocs représentent plus de 90% de la production nationale.

Au niveau du **gaz naturel**, le bloc CI-27 qui concentre plus des trois quarts de la production totale connaît une progression de 14,1%. Cette réalisation assure un quasi stabilité de la production totale de gaz naturel (-0,1%), en

dépôt du tassement observé au niveau des blocs CI-26 (-48,7%) et CI-40 (-34,8%).

Du côté des « autres industries extractives », la production d'or à fin mars 2017 se situe à 6,1 tonnes, en accroissement de 6,1%. Cette évolution favorable est attribuable aux entreprises Agbaou Gold Opération et LGL Mines CI SA dont les activités sont en phase d'intensification.

○ Industries manufacturières en hausse

Le secteur manufacturier ressort en hausse de 7,7% soutenu par les « industries agroalimentaires et tabac » (+17,4%), les « industries du bois et meubles » (+6,2%), les « industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction » (+27,3%) et la « fabrication de machines et matériels de tous types » (+34,2%).

L'activité des « industries agroalimentaires et tabac » est tirée essentiellement par la bonne orientation de la « fabrication de produits alimentaires et boissons » (+17,8%) et la « fabrication de produits à base de tabac » (+9,2%).

La branche « industries du bois et meubles » progresse sous l'effet de la progression du « travail du bois et fabrication d'articles en bois ou de vannerie » (+6,9%) et des activités de « fabrication de meubles et activités non classées ailleurs » (+6,2%).

La branche « fabrication de machines et matériels de tous types » affiche une hausse découlant de la croissance observée au niveau des sous branches « fabrication de machines et de matériels électriques » (+36,9%) et « construction de véhicules automobiles » (+3,1%).

L'activité des « industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques » régresse en lien avec les diminutions enregistrées au niveau des branches « fabrication de produits en caoutchouc ou en matières plastiques » (-6,8%), et « raffinage pétrolier, cokéfaction, industries nucléaires » (-22,0%). En revanche, la branche « fabrications de produits chimiques » augmente de 14,4%.

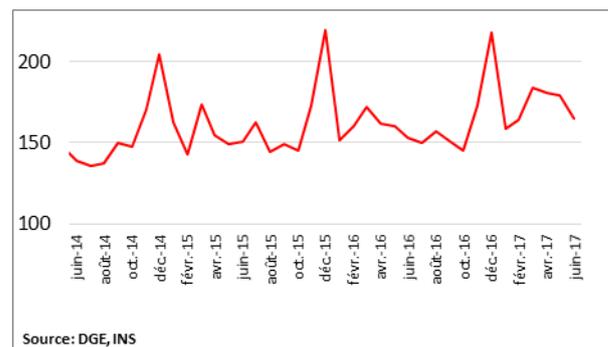
A fin juin 2017, la production totale de **produits pétroliers** progresse de 4,7% pour ressortir à 1 472 828 tonnes. Cette bonne production porte sur le super (+27,4%), le gasoil (+4,0%) et le DDO (+43,1%). Toutefois, la production de fuel-oil se contracte de 25,5%.

Les industries « textiles et cuir » se replient de 6,7%, en lien avec la baisse d'activités au niveau des branches « fabrication de textiles » (-7,7%), « travail du cuir ; fabrication d'articles de voyage ; fabrication de chaussures » (-6,8%) tandis que la branche « fabrication d'articles d'habillement ; préparation et teinture des fourrures » augmente (+6,2%).

L'activité des « industries du papier, carton et édition, imprimerie » se contracte de 2,4% impactée par le recul de la branche « édition, imprimerie et reproduction d'enregistrements » (-10,4%) en dépit de la hausse de la branche « fabrication de papier, de carton et d'articles en papier ou en carton » (+5,3%).

Les « industries métalliques » enregistrent un reflux de 23,1% imputable à la principale branche « fabrication d'ouvrages en métaux et travail des métaux » (-34,2%). Cette baisse est atténuée par la progression des activités de « métallurgie et fonderie » (+28,3%).

Graphique 4 : Indice de production du secteur manufacturier



○ Energies commerciales en augmentation continue

A fin juin 2017, la branche « électricité, gaz et eau » enregistre une progression de 3,4%, résultant de la hausse des activités de « production et distribution d'électricité » (+4,0%) et de « captage, traitement et distribution d'eau » (+1,7%).

En effet, la **production nette d'électricité** croît de 3,9% à fin juin 2017 pour ressortir 5 097 Gwh, en lien avec la hausse à la fois de l'électricité de source thermique (+2,4%) et de source hydraulique (+14,4%). En effet, l'énergie de source thermique tire profit de la pleine capacité de production des différentes centrales thermiques telles que AZITO ENERGIE (+7,0%), AGGREKO (+0,8%) et Vridil (+18,1%). En revanche, la production de la centrale thermique CIPREL baisse de 2,0%.

Concernant l'énergie de source hydraulique, elle bénéficie de l'augmentation des stocks hydrauliques. Par ailleurs, la production hydraulique a commencé à tirer profit du début de la mise en service du barrage de Soubré (275 MW) intervenue en juin 2017.

La hausse globale de l'offre d'électricité a permis de satisfaire la demande tant nationale (+5,8%) que sous régionale (+1,3%).

Le secteur électricité fait toujours face à un équilibre financier précaire malgré la mise en œuvre progressive de la stratégie basée sur la réduction des charges et l'augmentation des recettes du secteur. Le plein effet de cette stratégie est attendu à moyen terme.

Pour ce faire, des actions pour augmenter l'offre d'électricité sont mises en œuvre. Il s'agit notamment de (i) l'intensification dans la production des énergies renouvelables, (ii) la mise en œuvre des projets d'hydro-électricité, (iii) la poursuite de la production de l'électricité de type thermique gaz par le développement des cycles combinés, (iv) la mise en œuvre de projets d'exploitation de mines de charbon et (v) la mise en œuvre du projet d'approvisionnement du gaz naturel liquéfié (GNL).

✓ *Le BTP*

Les activités de construction affichent, à fin juin 2017, un retrait de 0,5% moins prononcé que les contractions de 8,7% et 1,5% enregistrées respectivement à fin mars et fin avril 2017. Le BTP est affecté par la baisse de la consommation des matériaux de construction en liaison avec l'achèvement de plusieurs projets publics

d'envergure. En effet, des reflux sont enregistrés au niveau de la consommation de « bitume » (-36,2%), de « béton » (-20,7%) et de « sable » (-24,6%). Par contre, l'utilisation de matériaux de construction tels que les « tôles et bacs » (+13,2%), le « ciment » (+6,1%), les « câbles et fils électriques » (+37,8%) et le « gravier » (+5,9) augmente.

II.1.c. Secteur tertiaire

Le **secteur tertiaire** affiche une évolution contrastée de ses composantes. En effet, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail progresse de 7,5% en termes nominaux. Au niveau du secteur des transports, il est enregistré une hausse de 15,3% du nombre de passagers commerciaux dans le trafic aérien en lien avec les investissements réalisés. De même, une progression du transport routier est présagée au regard de la bonne orientation des quantités vendues de carburants gazoil et super (+14,2%). A l'inverse, le trafic global de marchandises dans le transport maritime (-4,4%) et dans le ferroviaire (-13,3%) baissent en liaison avec les retards accusés dans les réalisations des projets d'investissement.

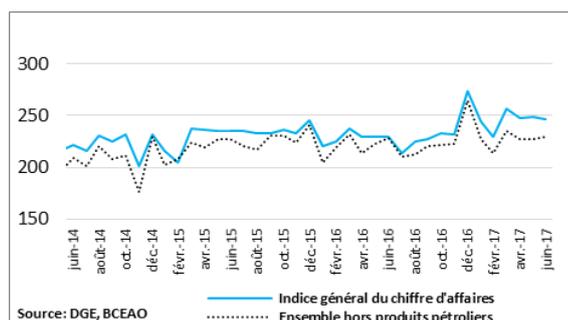
✓ *Commerce de détail*

Bonne dynamique du commerce de détail

Le commerce de détail bénéficie de la diversification de l'offre de produits sur le marché, en lien avec l'installation de nouveaux centres commerciaux.

L'Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail affiche une augmentation de 7,5% en termes nominaux au premier semestre 2017. Cette évolution est attribuable aux ventes des branches « produits de l'alimentation » (+20,2%), « produits pétroliers » (+11,5%) et « produits pharmaceutiques et cosmétiques » (+5,8%). Toutefois, ces progressions sont amoindries par le reflux au niveau spécifiquement des ventes d'articles d'équipement de la personne » (-13,7%), de « produits d'équipement du logement » (-3,6%), de « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » (-2,6%) et de « produits divers » (-4,2%).

Graphique 5: Indice du chiffre d'affaire du commerce de détail



La hausse du chiffre d'affaires de la branche « produits pétroliers », traduit la bonne tenue du trafic urbain et interurbain en lien avec le dynamisme de l'activité économique.

L'augmentation des ventes de la branche des « produits de l'alimentation » est liée au bon approvisionnement des marchés grâce à l'amélioration des circuits de distribution. Cette embellie des ventes est observable au niveau de toutes les composantes.

Le chiffre d'affaires des « produits pharmaceutiques et cosmétiques » croît, en lien avec les sous-branches « produits pharmaceutiques et médicaux » (+5,8%) et « parfumerie et produits de beauté » (+5,8%). Ces évolutions sont attribuables à la hausse de la demande.

A l'inverse, les autres branches enregistrent des replis de leur chiffre d'affaires.

Ainsi, les ventes d'« articles d'équipement de la personne » baissent de 13,7%, en raison du retrait de la composante « textiles, habillement, articles chaussants et cuirs » (-13,8%) suite à la contraction de la demande.

S'agissant des « produits de l'équipement du logement », ils voient leurs ventes se réduire de 3,6% en lien avec le recul du chiffre d'affaires de la composante « matériaux de construction, quincaillerie » (-7,8%) qui est affectée par le ralentissement du BTP. Par contre, les ventes de la sous-branche « ameublement, équipements et produits ménagers » augmentent de 16,1%.

Quant au chiffre d'affaires de la branche « automobiles, motocycles et pièces détachées », il se replie de 2,6%, impacté par la diminution des commandes de véhicules par les ménages, l'administration publique et les institutions privées. La baisse se ressent au niveau des

sous-branches « véhicules automobiles neufs » (-4,0%), « véhicules automobiles usagés » (-4,7%) et « motocycles neufs » (-4,7%) tandis que le chiffre d'affaires de la sous-branches « pièces et accessoires de véhicules automobiles et motocycles neufs » connaît une augmentation de 3,1%.

Hors produits pétroliers, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail ressort en hausse de 3,1%.

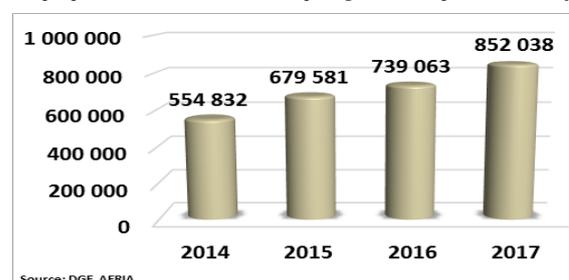
✓ *Transports*

Les activités dans le transport enregistrent une évolution contrastée.

○ **transport aérien et routier en hausse**

Le **trafic aérien** est toujours en pleine croissance en rapport avec la consolidation de l'activité économique nationale. Ainsi, il est enregistré un accroissement de 15,3% du nombre total de voyageurs commerciaux qui s'élève à 852 038 passagers. Ce dynamisme tire profit de (i) tous les investissements réalisés au niveau de l'aéroport Félix Houphouët Boigny (FHB) d'Abidjan notamment la modernisation et l'extension de l'aérogare de fret, (ii) la réhabilitation des aéroports et aérodromes de l'intérieur, et (iii) l'ouverture des vols domestiques. En outre, l'aéroport FHB a bénéficié de la certification « TSA » pour des vols directs vers les Etats-Unis d'Amérique ainsi que de la certification « OACI » qui porte sur l'environnement, la sécurité et la sûreté tant du point de vue des infrastructures que du fonctionnement.

Graphique 6 : Evolution du nombre de passagers du transport aérien à fin juin

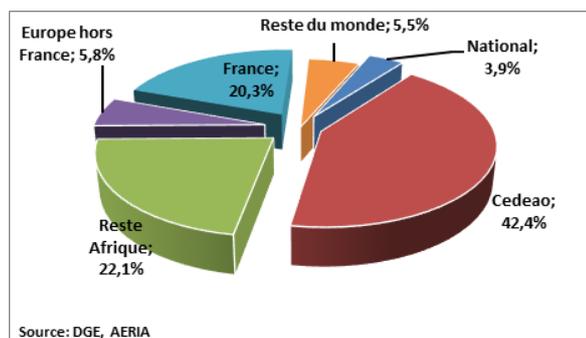


Cette embellie du secteur aérien se ressent au niveau du trafic de la zone CEDEAO (+22,6%) et dans le reste de l'Afrique (+6,0%). De même, la zone Europe affiche une hausse du trafic de 16,2% dont la France (+21,0%). Par ailleurs, le trafic intérieur (+11,1%) est également en

augmentation grâce à la consolidation des activités d’Air Côte d’Ivoire avec l’augmentation de sa flotte.

La structure du trafic aérien reste dominée par les destinations CEDEAO (42,4%) et Europe (26,1%) dont la France (20,3%).

Graphique 7 : Répartition du nombre de passagers au départ d’Abidjan par destination



Les principales compagnies du trafic aérien en termes de passagers transportés sont AIR COTE D’IVOIRE (386 987 passagers ; 45,4%) et AIR FRANCE (136 127 passagers ; 16,0%).

En ce qui concerne le **transport routier** mesuré par l’indicateur avancé qu’est la consommation des carburants gasoil et super (+14,2%), il serait en progression, en lien notamment avec le dynamisme de l’activité économique. Il convient de noter que les transporteurs utilisent de plus en plus des véhicules roulant au super, en raison de la facilité d’entretien et du prix à la pompe qui est resté sur une longue période sensiblement égal à celui du gasoil. De même, le développement de l’utilisation de tricycles et motos dans le transport des personnes et des marchandises est observé.

En dépit de cette tendance favorable, l’activité a quelque peu été affectée par les remous sociaux. Elle subit également les effets négatifs de l’engorgement du port d’Abidjan qui réduit les rotations des camions.

Par ailleurs, le secteur du transport routier fait face à d’autres facteurs structurels qui perturbent son bon fonctionnement. Il s’agit de (i) la prédominance de l’informel, (ii) l’insuffisance de l’offre de services urbains publics, (iii) le vieillissement du parc automobile

qui accroît la pollution, (iv) la dégradation de certaines infrastructures qui réduit la fluidité routière, (v) l’absence de gares routières et de gares communales, ainsi que (vi) le racket des groupements d’individus appelés « Gnambro ».

Cependant, les perspectives sont bonnes, en rapport avec la mise en œuvre des actions portant sur le renouvellement du parc auto, avec la facilitation de l’accès des transporteurs au crédit. Dans le cadre de ce projet, les transporteurs sont constitués en Groupement d’Intérêt Economique (GIE) et sont dotés de véhicules de transport à travers le leasing, grâce à un fonds piloté par le Ministère du Transport. L’emprunt est remboursé par les transporteurs sur trois années au bout desquelles les véhicules deviennent leur propriété. Depuis 2016, 200 véhicules de transport intercommunaux ont été mis en circulation dans ce cadre sur un total de 400 véhicules prévus. Il est également attendu la création de gares routières et de gares communales qui aboutirait à la formalisation du phénomène de Syndicats et à la fin de l’anarchie dans le milieu du transport routier.

○ **Transports maritime et ferroviaire en repli**

Au niveau du **transport maritime**, il est enregistré une baisse des activités portuaires imputable à la fois au Port Autonome d’Abidjan (PAA) et au Port Autonome de San Pedro (PASP). Ainsi, le trafic global de marchandises recule de 4,4% par rapport à son niveau de l’année dernière.

Concernant le **PAA**, l’activité continue de subir les effets de l’engorgement de la zone portuaire lié aux travaux de réhabilitation de la voirie et à l’inadéquation entre sa capacité d’accueil limitée et le flux croissant des échanges. Ainsi, le trafic global de marchandises se contracte de 2,6%.

Cette contreperformance est perceptible au niveau du trafic national et du transit qui se contractent respectivement de 0,9% et 4,7%. De même, les activités du transbordement enregistrent une baisse de 19,4%.

Au niveau national, l'activité est marquée par la régression des produits pétroliers (-13,1%) en liaison avec la diminution des importations de pétrole brut (-35,2%). Toutefois, les marchandises générales et les produits de pêche progressent respectivement de 5,6% et 7,9%.

Concernant le transit, il subit essentiellement la contraction des échanges de marchandises générales (-5,1%) avec les pays de l'hinterland. Ainsi, les échanges avec le Burkina Faso et le Niger chutent respectivement de 15,2% et 44,1%. En revanche, les échanges avec le Mali augmentent de 6,2%.

S'agissant des activités du transbordement, elles font toujours face à la concurrence des autres ports. Cette régression concerne particulièrement les produits pétroliers (-34,8%) alors que les marchandises transbordées enregistrent une hausse de 14,6%.

En ce qui concerne les échanges commerciaux, le PAA est également caractérisé par une baisse en volume des exportations (-1,4%) et des importations (-3,2%).

La contraction des exportations provient principalement du reflux des volumes de produits pétroliers (-19,1%). Au niveau des marchandises générales, les baisses concernent quelques produits tels que le café (-48,3%), le bois en grume (-67,5%), le coton en fibres, égrené et graine (-14,6%) et le zinc concentré (-3,1%). Toutefois, cette diminution est contrebalancée par la hausse des volumes exportés de cacao (+23,7), de caoutchouc brut et latex (+37,9%), d'anacarde (+6,8%), de banane (+12,0%) et de manganèse (+229,7%).

S'agissant des importations, elles subissent la chute des volumes importés de produits pétroliers (-13,6%). De même, les produits importés tels que le riz en vrac (-11,8%), le ciment (-84,0%), les produits chimiques de base (-68,4%) et les carreaux de céramique (-18,3%) ont contribué à la baisse des importations. Le repli des importations de certains produits pourrait s'expliquer par la hausse de la production locale, notamment de ciment et des produits chimiques. Par ailleurs, les contractions ont été atténuées par la progression des volumes importés de « clinker » (+24,7%), « du sucre, glucose, sel et

mélasse » (+9,2%), du froment (+7,4%), des « engrais et matières premières » (+6,6%) et des « emballages » (+21,8%).

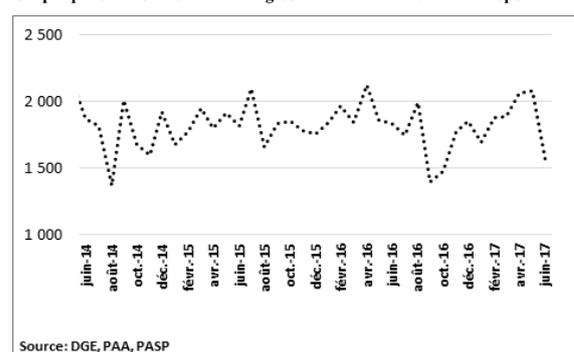
Au niveau du *PASP*, l'activité est plombée à la fois par le transbordement (-32,9%) et le trafic national (-2,3%), induisant une contraction de 13,9% du trafic global de marchandises. Par ailleurs, cette baisse peut s'expliquer par la lenteur de l'exécution des projets d'investissement en cours.

En ce qui concerne les échanges au niveau national, il est observé une augmentation des exportations (+3,8%) alors que les importations se contractent de 17,3%.

L'augmentation des exportations provient principalement des volumes exportés du cacao (+37,6%) et du caoutchouc (+2,4%). En revanche, les produits tels que l'huile de palme (-5,9%), la noix de cajou (-6,7%) et le coton (-3,4%) sont en baisse. De même, le bois se contracte de 31,0%, en lien avec la mesure d'interdiction d'exportation du bois de grume.

En ce qui concerne les importations, elles subissent la diminution des volumes importés des produits alimentaires (-17,5%) notamment le riz (-51,3%). Toutefois, cette baisse est atténuée par la hausse des achats de produits cimentiers (+18,0%) notamment le clinker (+43,0%).

Graphique 8 : Evolution du trafic global de marchandises du transport maritime



Dans la **branche ferroviaire**, l'activité subit une contraction de 13,3% du volume de marchandises transportées qui s'établit à 414 474,8 tonnes, en relation avec le ralentissement des échanges commerciaux entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso qui enregistrent une baisse globale de 12,5%. En effet, les exportations de

marchandises de la Côte d'Ivoire vers le Burkina Faso baissent de 12,4% tout comme les importations qui reculent de 12,7%. Par ailleurs, le ralentissement des activités du Port Autonome d'Abidjan peut expliquer la baisse du trafic ferroviaire. Aussi, ce mode de transport fait face à la concurrence du trafic routier avec l'amélioration des infrastructures routières.

De même, le transport ferroviaire de personnes se contracte de 22,2%, en rapport avec la faible compétitivité qualité prix du service.

Le secteur ferroviaire est sinistré en raison du manque d'investissement. Néanmoins, des actions sont en cours pour booster l'activité comme la réhabilitation du chemin de fer Abidjan-Ouagadougou-Kaya et le lancement en novembre 2017 des travaux du métro d'Abidjan.

✓ *Ralentissement des TIC*

Le secteur des télécommunications connaît un repli de son chiffre d'affaires en lien avec la fusion de Côte d'Ivoire Telecom et Orange Côte d'Ivoire intervenue en fin décembre 2016. Cette fusion affecte spécifiquement la téléphonie fixe. Ainsi, sur la période sous revue, le nombre d'abonnements augmente de 21,5% tandis que le chiffre d'affaires se replie de 2,4%.

La téléphonie mobile enregistre un chiffre d'affaires en hausse de 7,2% tandis que le nombre d'abonnements s'accroît de 22,4%. L'embellie de ce secteur d'activité provient non seulement de la vente du trafic voix qui est la principale source de revenu des opérateurs mais aussi du développement des services tels que le mobile money et l'internet mobile. Le chiffre d'affaires du mobile money s'est accru de 37,2% avec environ 7,9 millions d'abonnements. Quant à l'internet mobile, l'utilisation de la 3G et le déploiement progressif de la 4G ont permis d'atteindre 14,9 millions d'abonnements en hausse de 98,0% avec un chiffre d'affaires en progression de 65,1%.

Par contre au niveau de la téléphonie fixe, le chiffre d'affaires est ressorti à 52,2 milliards en baisse de 46,4% malgré le nombre d'abonnements qui connaît une hausse de 4,1%.

Le secteur des télécommunications continue de profiter des investissements réalisés en 2016 ainsi que de ceux réalisés au cours du premier semestre de l'année 2017.

II.1.d. Prix à la consommation

Baisse des prix des produits alimentaires

L'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) enregistre une progression de 0,7% en moyenne sur la période sous revue. Cette évolution résulte du raffermissement des prix des produits non alimentaires (+1,4%) et d'une baisse de ceux des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-1,1%).

Par ailleurs, en termes d'origine, le renchérissement des prix des produits importés (+1,8%) est plus accentué que celui des prix des produits locaux (+0,6%).

Le reflux enregistré au niveau des prix des produits de la fonction « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » provient de la baisse des produits alimentaires (-1,6%) atténuée par l'augmentation des prix des boissons non alcoolisées (+4,8%).

Concernant le groupe « produits alimentaires », un repli des prix est observable au niveau des sous-groupes « céréales non transformées » (-1,5%), « lait-fromages-œufs » (-2,5%), « fruits » (-0,3%), « légumes frais » (-6,5%) et « tubercules et plantains » (-13,3%). Par contre, les « viandes » (+1,8%), les « poissons » (+2,8%), ainsi que les « huiles et graisses » (+15,2%) s'affichent en hausse.

Le sous-groupe « céréales non transformées » subit le recul des prix des postes « riz local vendu en détail » (-4,3%) et « riz brisé vendu au détail » (-0,5%). En revanche, ceux du « riz importé populaire au détail » (+1,4%), du « mil en grain vendu au détail » (+7,2%), des « maïs séchés en grains vendus au détail » (+6,5%), du « fonio en grain en vrac » (+1,4%) sont en augmentation.

La baisse des prix au niveau du sous-groupe « lait-fromages-œufs », provient de la plupart de ses postes, en particulier, le « lait caillé au litre » (-1,6%), le « lait en poudre ordinaire vendu en vrac » (-5,5%), l'« œuf frais

de poule d'élevage ordinaire » (-3,1%). Toutefois, les prix du « yaourt nature ordinaire » (+2,2%) et du « lait déguê vendu en boîte » (+13,9%) croissent.

Au niveau du sous-groupe « légumes frais », les « tomates cerises » (-28,8%), les « tomates farcies ou pelées » (-32,0%), les « haricots verts » (-14,7%), le « poivron frais » (-12,5%), et le « chou vert » (-12,3%) enregistrent un recul de leurs prix tandis que ceux du « concombre » (+10,3%), de « l'aubergine locale » (+7,3%) et de « l'oignon frais rond » (+5,6%) augmentent.

Le poste « tubercules et plantains » est marqué par la contraction des prix du « manioc frais » (-21,7%), de la « banane plantain » (-21,8%), de l'« igname précoce "Pkonan" » (-6,2%) et de l'« igname tardive » (-8,5%). Ces baisses sont atténuées par la hausse des prix de la « pomme de terre » (+8,4%) et de la « farine de manioc en vrac » (+27,9%).

La fonction « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (+2,6%) enregistre une augmentation des prix provenant aussi bien du groupe « boissons alcoolisées » (+1,6%) que des « tabacs et stupéfiants » (+3,2%).

Les contributions au raffermissement des prix des produits non alimentaires sont le fait des fonctions « articles d'habillement et chaussures » (+2,6%), « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+3,5%), « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+2,4%), « santé » (+1,1%), « loisirs et culture » (+1,3%), « enseignements » (+2,1%), « restaurants et hôtels » (+0,3%) ainsi que « biens et services divers » (+5,4%). Ces hausses sont amoindries par le fléchissement des prix des fonctions « transport » (-1,2%) et « communication » (-2,4%).

La croissance des prix de la fonction « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » est imputable à l'ensemble de ses groupes, notamment, les « loyers effectifs » (+2,3%), l'« électricité, gaz et autres combustibles » (+7,1%), l'« entretien et réparation des logements » (+0,3%) et l'« alimentation en eau et services divers liés au logement » (+0,1%).

L'augmentation des prix des « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » résulte des évolutions positives enregistrées spécifiquement au niveau des sous-groupes « meubles, articles d'ameublement, tapis » (+2,5%), « verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage » (+3,3%), « articles de ménage en textiles » (+1,2%), l'« outillage et autre matériel pour la maison et le jardin » (+1,7%) et « biens et services liés à l'entretien courant du foyer » (+3,5%). Par contre, les prix des « appareils ménagers » (-1,1) baissent.

La fonction « santé » connaît une augmentation en relation avec la progression des prix des groupes « produits, appareils et matériels médicaux » (+1,8%), « services hospitaliers » (+0,1%) malgré le retrait des prix des « services ambulatoires » (-0,1%).

Le renchérissement des prix de la fonction « loisirs et culture » est porté essentiellement sur les groupes « services récréatifs et culturels » (+1,8%), « journaux, livres et articles de papeterie » (+1,6%), et « autres articles et matériel de loisirs, de jardinage » (+2,4%).

Les prix de la fonction « enseignement » sont en hausse sous l'effet principalement des postes « enseignement préscolaire et primaire » (+4,2%) et « enseignement secondaire » (+4,4%).

Le fléchissement des prix de la fonction « transport » découle de la réduction des prix des postes « achats de véhicules » (-0,2%), « services de transport » (-1,9%) et « dépenses d'utilisation des véhicules » (-0,6%).

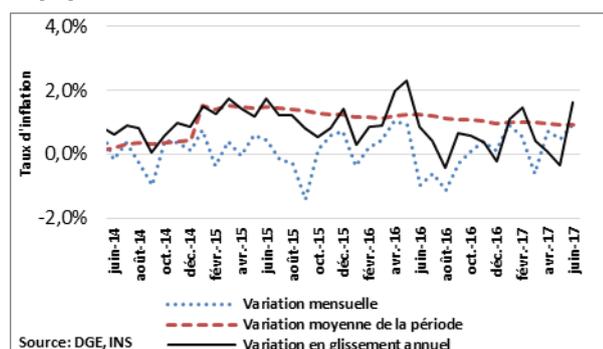
La fonction « communication » est marquée par les diminutions des groupes « services de téléphonie et de télécopie » (-2,4%) ainsi que « matériels de téléphonie et télécopie » (-3,0%).

La fonction « biens et services divers » enregistre un accroissement de prix imputable aux groupes « soins corporels » (+7,3%) et « effets personnels non classés ailleurs » (+2,5%). Toutefois, ces évolutions sont atténuées par les baisses des prix au niveau des groupes « protection sociale et assurances » (-0,9%) et « autres services n.c.a. » (-0,2%).

Les prix de la fonction « restaurants et hôtels » affiche une progression de 0,3% en lien avec l'augmentation des prix des groupes « services de restauration » (+0,2%) et « services d'hébergement » (+1,2%).

En moyenne annuelle, le taux d'inflation se situe à 0,5%, en deçà du seuil admis dans la communauté UEMOA (maximum 3%).

Graphique 9 : Evolution du taux d'inflation



II.1.e. Emploi moderne

Dans le secteur moderne, le marché du travail poursuit sa progression. Il est marqué par une augmentation de 4,7% du nombre de salariés correspondant à une création nette de 41 776 emplois sur un an. Cette évolution positive de l'emploi confirme la bonne orientation de l'économie ivoirienne. Le secteur privé demeure le principal moteur de croissance de l'emploi avec une contribution à hauteur de 83,8% à la création nette d'emplois.

Le secteur privé formel enregistre un accroissement de 5,1% d'immatriculation de salariés, soit une création nette de 35 022 emplois pour un effectif de salariés atteignant 722 365. Ce dynamisme observé est amené par les branches d'activité telles que le commerce (+33,5% ; +11 747 emplois nets), le secteur agricole (+18,1% ; +6 340 emplois nets), l'industrie manufacturière (+14,9% ; +5 212 emplois nets), le BTP (+11,4% ; +3 980 emplois nets), l'enseignement privé (+8,0% ; +2 790 emplois nets), les établissements financiers (+6,0% ; +2 106 emplois nets), l'industrie extractive (+3,6% ; +1 276 emplois nets) ainsi que les hôtels et restaurants (+3,3% ; +1 160 emplois nets).

Au niveau du secteur public, l'organisation régulière des concours de recrutement dans l'administration a permis

d'accroître le nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat. Ainsi, il est enregistré une progression de 3,4% du nombre de salariés correspondant à une création nette de 6 754 emplois. Hormis les militaires, le secteur public compte 205 428 fonctionnaires et agents de l'Etat.

Au total, le secteur formel moderne comptabilise 927 793 salariés hormis les militaires.

La question de l'emploi reste une préoccupation majeure pour le Gouvernement. En effet, si le taux de chômage au sens strict est de 6,9% en 2015, le taux combiné du chômage, de la main d'œuvre potentielle et du sous-emploi se situait à 25,3%. Ainsi, le Gouvernement a pris des mesures pour offrir plus d'opportunités aux jeunes en quête de leur premier emploi avec la création de l'Agence Emploi Jeunes. Pour la période 2016-2020, une nouvelle Politique Nationale de l'Emploi a été élaborée et doit faire l'objet d'une validation en Conseil des Ministres.

II.2. FINANCES PUBLIQUES

A fin juin 2017, la situation des finances publiques est marquée par un niveau de recouvrement des recettes et dons en deçà de l'objectif et une sous consommation des dépenses totales et prêts nets. Ceci a induit un déficit budgétaire global moindre que prévu.

Par rapport au premier semestre 2016, les recettes et dons ainsi que les dépenses totales et prêts nets sont en hausse de 155,1 milliards de FCFA et 168,6 milliards de FCFA respectivement.

II.2.a. Recettes totales et dons

Le niveau de recouvrement des recettes et dons est ressorti à 2 325,5 milliards contre un objectif de 2 335,6 milliards. Ce niveau de recouvrement des recettes comprend les recettes fiscales pour 1 899,0 milliards et les recettes non fiscales pour 305,5 milliards.

Bon niveau de recouvrement des recettes fiscales

La situation des recettes fiscales fait ressortir un niveau de recouvrement de 1 899,0 milliards contre un objectif de 1 856,3 milliards, soit une plus-value de 42,7 milliards. Cette évolution est attribuable aussi bien à la

bonne performance de la fiscalité intérieure (+6,4 milliards) que de la fiscalité de porte (+36,3 milliards).

Par rapport au premier semestre 2016, les recettes fiscales ressortent en hausse de 125,6 milliards.

Les éléments explicatifs des réalisations par rapport à l'objectif se présentent comme suit :

✓ **Au niveau de la fiscalité intérieure**

Les recettes fiscales intérieures du premier semestre 2017 ressortent à 1 043,7 milliards contre un objectif de 1 037,2 milliards soit une hausse de 6,4 milliards. Toutefois, les recouvrements sur quelques impôts sont en deçà des prévisions notamment, les impôts sur revenus et salaires (-0,9 milliards), le BIC hors pétrole (-3,6 milliards) et la taxe sur les télécommunications (-4,3 milliards). Par nature d'impôts, le détail se présente comme suit :

- *les impôts sur les bénéfices* ont atteint 225,7 milliards contre un objectif de 221,6 milliards soit une plus-value de 4,1 milliards. La performance de ces impôts est attribuable essentiellement au BIC Pétrole et Gaz (+7,8 milliards) en raison de la hausse des revenus de gaz;
- *la taxe sur les télécommunications* s'est établie à 22,5 milliards contre un objectif de 26,8 milliards, soit un écart négatif de 4,3 milliards. Cette moins-value est due, en partie, à la perte de chiffre d'affaires résultant de la fusion de Côte d'Ivoire TELECOM et ORANGE depuis le 29 décembre 2016 ;
- *les droits d'enregistrement café cacao* sont ressortis à 115,9 milliards contre un objectif de 93,1 milliards, soit une plus-value de 22,8 milliards. Les droits d'enregistrement du mois de juin 2017 ont été perçus sur des contrats enregistrés avant l'entrée en vigueur le 1^{er} avril de la mesure de suspension des droits pour la période allant d'avril à décembre 2017 ;

✓ **Au niveau de la fiscalité de porte**

Les recettes douanières ont enregistré de façon générale une plus-value de 36,3 milliards en liaison avec le bon niveau de recouvrement des droits et taxes à l'exportation. Toutefois, l'évolution des recettes douanières est fortement impactée par un faible niveau de recouvrement des droits et taxes à l'importation. En effet, prévus à 559,8 milliards, les encaissements sont ressortis à 553,8 milliards soit une moins-value de 6,0 milliards.

Les explications selon les rubriques, par rapport aux objectifs sont les suivantes :

- au niveau *des droits et taxes à l'importation*, l'évolution des composantes est contrastée :
 - les taxes sur les marchandises générales (-18,3 milliards) se contractent en raison de la baisse des prix moyens (305,37 francs/kg en réalisation contre 342,73 francs/kg en projection) et des volumes de mises à la consommation en droit commun inférieurs aux prévisions (4 739,8 milliers de tonnes contre 4 900,7 milliers de tonnes attendus).
 - une plus-value de 12,3 milliards est enregistrée sur les produits pétroliers du fait du volume excédentaire des mises à la consommation de carburant routier de 68,62 millions de litres (+23,07 millions de litres de gasoil et +45,56 millions de litres de super carburant) et de la taxation favorable du gasoil (145,31 francs/litre en réalisation contre 140,97 francs/litre en objectif).
- Au niveau *des droits et taxes à l'exportation*, il est enregistré une plus-value de 42,2 milliards. Cette hausse s'explique par un volume excédentaire de cacao de 103 885 tonnes en équivalent fève par rapport aux prévisions du premier semestre 2017 (1 061 193 tonnes attendues contre 1 165 078 tonnes réalisées) et par un prix CAF moyen plus élevé que prévu (1 738,4 dollars par tonne en réalisation contre 1 698,2 en objectif).

Moindre réalisation des recettes non fiscales et dons

Les recettes non fiscales sont évaluées à 305,5 milliards contre un objectif de 327,3 milliards, soit une moins-value de 21,7 milliards due à un recouvrement moins important que prévu des caisses de sécurités sociales.

Les dons ressortent à 121 milliards contre une prévision de 152,0 milliards soit un gap de 31 milliards, imputable aux dons projets qui ont connu un ralentissement dans leur exécution.

II.2.b. Dépenses totales et prêts nets

Au terme du deuxième trimestre 2017, les dépenses totales et prêts nets sont évalués à 2 528,3 milliards contre un objectif de 2 828,6 milliards, dégageant une économie de 300,3 milliards. Dans le détail, les évolutions par rapport à l'objectif se présentent comme suit :

Sous consommation des différents postes de dépenses

Les dépenses de personnel se sont établies à 733,4 milliards pour un objectif de 755,0 milliards, soit une sous-consommation de 21,6 milliards en lien essentiellement avec le retard dans l'acheminement des dossiers de premiers mandatements des agents nouvellement recrutés.

Les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 529,3 milliards pour un objectif attendu de 634,2 milliards. Cette sous consommation est en partie liée aux efforts de rationalisation des charges de fonctionnement.

Les Subventions et transferts ont été accordés à hauteur de 183,6 milliards contre un niveau prévisionnel de 185,4 milliards, soit un gap de 1,8 milliard en raison du retard dans l'exécution de la subvention aux écoles privées lié à la nécessité de vérification préalable des effectifs affectés dans les écoles privées.

Les dépenses d'investissement ont été exécutées à hauteur de 632,0 milliards pour une prévision de 740,4 milliards soit un taux d'exécution de 85,4%. Elles ont été financées par 320,3 milliards de ressources internes, soit

50,7% et 311,7 milliards de ressources extérieures, soit 49,3%.

- Au titre du financement intérieur, les dépenses d'investissement exécutées se situent à 320,3 milliards contre un objectif de 368,4 milliards, soit un taux d'exécution de 86,9%. La sous-consommation de 48,1 milliards est liée à la non-exécution budgétaire d'importants projets tels que l'aménagement de la route Guitry-Divo ; le bitumage de l'axe Ferké-Kong ; le programme de construction de collèges et lycées et le programme de mise à niveau des établissements sanitaires dans le cadre de la CMU.
- Les projets d'investissement financés sur ressources extérieures, ont été exécutés à hauteur de 311,7 milliards pour un objectif de 372 milliards, soit un taux d'exécution de 83,8%. Ces dépenses comprennent 261,5 milliards d'emprunts-projets et 50,2 milliards de dons-projets. Les emprunts projets ont enregistré un gap lié au retard dans l'exécution de certains projets notamment, la construction du 5^{ème} Pont et le Projet de Renforcement des Réseaux de Transport et de Distribution (PRETD) (19,5 milliards). Quant aux dons projets, la sous-consommation de 31 milliards est principalement liée au retard dans l'exécution du budget du Plan-Cadre des Nations unies pour le Développement (PCAD) affecté à la Côte d'Ivoire, du programme de prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA et de la construction du stade Olympique d'Ebimpe.

II.2.c. Financement

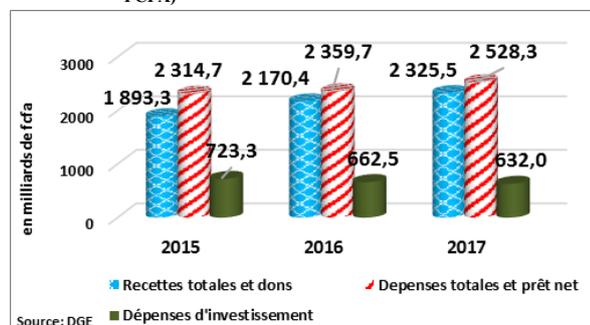
A fin juin 2017, le solde primaire de base et le solde budgétaire global ressortent respectivement à 180,7 milliards et à -202,8 milliards contre des soldes attendus respectivement à -64,2 milliards et -493 milliards. Le déficit budgétaire global a été couvert grâce à un recours aux marchés monétaire et financier pour un montant de 1 714,9 milliards contre un objectif de 1 004,9 milliards (+710 milliards) répartis entre les ressources extérieures et intérieures. Il convient de noter qu'à la même période

de 2016, les mobilisations sur les marchés monétaire et financier sont ressorties à 645,4 milliards (-1 069,5 milliards par rapport à juin 2017). Ce niveau important des mobilisations est essentiellement dû à l'émission réussie des Eurobonds 2017 qui a permis de mobiliser 1 143,5 milliards dont une tranche en euro équivalent à 410 milliards de FCFA et le reliquat en dollar équivalent à 733,5 milliards de FCFA.

Quant aux ressources intérieures d'un montant de 571,4 milliards, elles se composent de 405,3 milliards de Bons du Trésor, 137,1 milliards d'emprunts obligataires et 29 milliards d'obligations du Trésor émis sur le marché financier régional.

Ces divers financements ont contribué également au remboursement du capital de la dette publique à hauteur de 1 092,6 milliards contre un niveau prévisionnel de 652,6 milliards (+440,0 milliards). Cette hausse s'explique essentiellement par le rachat partiel des encours des Euro obligations à échéance 2024 et 2032 pour un montant total de 430,6 milliards.

Graphique 10 : Indicateurs des finances publiques à fin juin (en milliards de FCFA)



II.3. COMMERCE EXTERIEUR

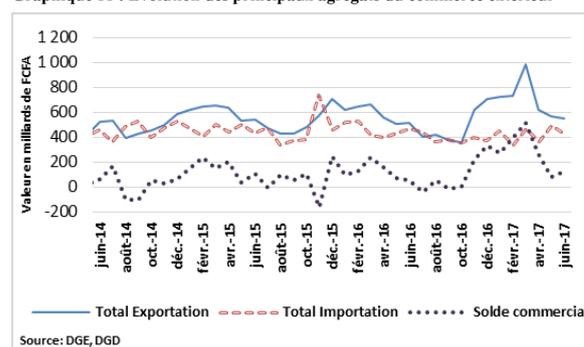
Les **échanges extérieurs** de marchandises en commerce spécial et hors biens exceptionnels ont été affectés au premier semestre 2017, par l'engorgement du port d'Abidjan qui a ralenti les activités portuaires et impacté négativement certains secteurs d'activités, notamment le transport terrestre et les cimenteries.

Au total, ces échanges de marchandises sont caractérisés en valeur par une augmentation des exportations de 19,4% et une baisse des importations de 8,1%. Il en

découle un solde commercial excédentaire de 1 652,0 milliards, en progression de 122,1% par rapport à l'excédent de juin 2016.

En volume, la tendance est semblable à celle de la valeur. Les exportations affichent une hausse de 17,8% tandis que les importations se contractent de 3,9%. Par ailleurs, les termes de l'échange s'améliorent de 6,0%, sous l'effet combiné d'une baisse des prix à l'importation (-4,4%) et d'une hausse des prix à l'exportation (+1,3%).

Graphique 11 : Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur



✓ Exportations

Raffermissement des ventes de produits primaires et transformés

L'accroissement en valeur des exportations en commerce spécial et hors biens exceptionnels est imputable aux produits primaires et aux produits transformés, en hausse respectivement de 27,0% et 6,0%.

Les **produits transformés** bénéficient du dynamisme des ventes des produits manufacturés (+16,0%) portés principalement par les produits pétroliers (+50,0%). A l'inverse, un repli des ventes est enregistré au niveau des « conserves et préparations alimentaires » (-1,7%) et des produits de première transformation (-1,4%), spécifiquement « l'huile de palme » (-23,2%), le « bois transformé » (-0,5%) et le « fer, fonte, acier et ouvrages en acier » (-41,2%).

L'orientation favorable, en valeur, des **produits primaires** est principalement attribuable à la bonne tenue des exportations des produits de l'agriculture d'exportation (+28,4%) notamment, du cacao fèves (+17,8%), de la noix de cajou (+61,7%) et du caoutchouc (+73,1%). Le cacao fèves profite de la progression en

volume (+39,4%) malgré la chute des prix (-15,5%). S'agissant des exportations du café vert (-35,5%) et du coton masse (-1,9%), elles reculent en valeur sous l'effet d'une baisse des volumes de 41,0% et 8,6% respectivement.

Par ailleurs, les produits primaires bénéficient de l'accroissement des produits miniers (+31,4%) tirés par l'or (+17,9%) et le pétrole brut (+22,0%). En outre, les produits de l'agriculture vivrière s'inscrivent également en hausse de 8,3% grâce au riz (+26,2%) et aux mangues fraîches (+8,3%). La hausse des exportations de riz en valeur s'explique par un accroissement en volume (+76,3%) tandis que les prix baissent (-28,4%).

✓ *Importations*

Resserrement sous l'effet des biens d'équipement et des biens intermédiaires

Les importations en valeur se contractent de 8,1% sous l'effet des biens d'équipement et des biens intermédiaires qui reculent respectivement de 31,7% et 6,6%. Cette contraction est amoindrie par la hausse des achats de biens de consommation de 3,7%.

La hausse des **biens de consommation** provient essentiellement des autres biens de consommation (+8,9%) qui profitent de la hausse des « produits pétroliers » (+161,3%), des « plastiques » (+5,6%), des « minerais, scories et cendres » (+4,8%) ainsi que des « automobiles » (+3,7%).

Les **biens d'équipement** subissent le retrait des acquisitions de « machines mécaniques » (-16,9%), de « machines électriques » (-29,6%), de « matériels de transport routier » (-22,7%) et de « matériels de transport de navigation maritime » (-92,6%).

Les **biens intermédiaires** pâtissent du recul des importations de « pétrole brut » (-9,4%), de « fer, fonte, acier et ouvrages en aciers » (-5,6%), de « produits chimiques » (-5,4%) et de « produits métalliques » (-8,9%).

✓ *Structure des échanges commerciaux de biens*

Les exportations sont essentiellement composées de produits primaires (67,8%) et de produits transformés (32,2%). L'économie ivoirienne, gagnerait à modifier cette structure afin que les produits transformés prennent le pas sur les produits primaires.

Tableau 5 : Structure des exportations en valeur 2016-2017

	6 mois 2016	6 mois 2017
Produits primaires	63,7%	67,8%
Agriculture d'exportation	82,3%	83,1%
<i>dont: cacao fèves</i>	51,0%	47,3%
: noix de cajou	15,9%	20,2%
Produits miniers	17,0%	16,2%
<i>dont: pétrole brut</i>	7,4%	7,1%
: Or	9,4%	8,7%
Agriculture vivrière, Elevage,		
Pêche	0,8%	0,7%
Produits transformés	36,3%	32,2%
1ère Transformation	53,8%	50,2%
<i>dont: Cacao transformé</i>	35,4%	33,6%
Manufacturiers	42,1%	46,1%
<i>dont: Produits pétroliers</i>	17,1%	24,3%
Conserves et Préparation		
Alimentaires	4,1%	3,7%

Source : DGE ; DGD

Les produits primaires restent dominés par l'agriculture d'exportation (83,1%) dont la principale spéculation est le cacao fèves (47,3%). Ils comprennent également les produits miniers (16,2%) dont l'or (8,7%) et le pétrole brut (7,1%).

Les produits transformés sont constitués de produits de première transformation (50,2%), de produits manufacturés (46,1%) ainsi que des « conserves et préparations alimentaires » (3,7%).

En ce qui concerne *les importations*, elles sont dominées par les biens de consommation (53,3%) et les biens intermédiaires (27,6%). Les biens d'équipements représentent 19,0% des produits importés.

Les biens de consommation sont constitués de produits alimentaires tels que le riz (29,5%) et les poissons (25,8%) ainsi que des autres biens de consommation, dominés par les produits pétroliers (26,4%).

S'agissant des biens intermédiaires, le pétrole brut (37,4%) et le « fer, fonte, acier et ouvrages en aciers » (16,8%) sont les principales composantes.

Les biens d'équipement demeurent constitués des machines mécaniques (45,3%) et des machines électriques (21,0%).

Tableau 6 : Structure des importations en valeur 2016-2017

	6 mois 2016	6 mois 2017
Biens de Consommation	47,2%	53,3%
Produits alimentaires	40,0%	37,1%
<i>dont : Poissons</i>	22,1%	25,8%
Riz	33,7%	29,5%
Autres biens de consommation	60,0%	62,9%
<i>dont : Produits pétroliers</i>	11,0%	26,4%
Plastiques	16,0%	15,5%
Biens intermédiaires	27,2%	27,6%
<i>dont : Pétrole brut</i>	38,4%	37,3%
<i>Fer, fonte, acier et ouvrages en acier</i>	16,7%	16,8%
Biens d'équipement	25,6%	19,0%
<i>dont : Machines mécaniques</i>	37,3%	45,3%
Machines électriques	20,4%	21,0%

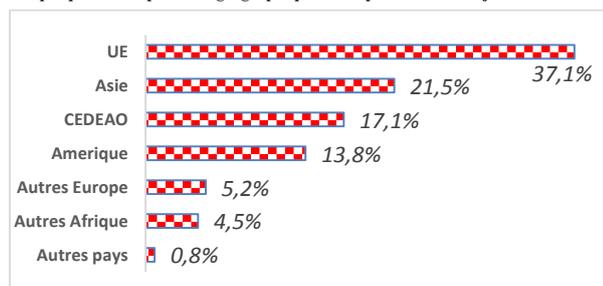
Source : DGE ; DGD

✓ Répartition géographique des échanges

Au niveau des exportations, les principaux clients de la Côte d'Ivoire, sont par ordre d'importance : l'Union Européenne, l'Amérique, l'Asie et la CEDEAO. Ces quatre zones absorbent 89,5% des ventes externes du pays.

En Europe, les Pays Bas (12,7%), la Belgique (5,6%), l'Allemagne (4,3%) et la France (4,5%) sont les principaux clients de la Côte d'Ivoire. Sur le continent américain, les Etats-Unis (10,5%) se positionnent à la première place avec les achats de cacao fèves en raison de l'implantation de ses entreprises dans ce secteur en Côte d'Ivoire.

Graphique 12 : Répartition géographique des exportations à fin juin 2017

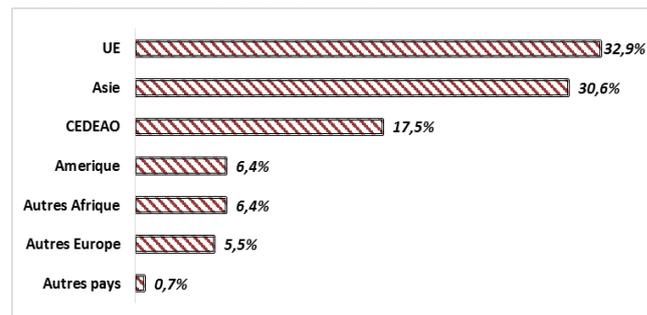


Source : DGE ; DGD

En Asie, le client le plus important est l'Inde (5,1%) en lien avec ses achats de noix de cajou.

Les clients les plus dynamiques de la Côte d'Ivoire dans la zone UEMOA sont le Burkina Faso (3,9%) et le Mali (3,6%) qui s'approvisionnent essentiellement en huile de palme et en produits pétroliers. S'agissant de l'Afrique de l'Ouest dans sa globalité, le Ghana (3,9%) et le Burkina Faso (3,9%) sont les principaux clients.

Graphique 13 : Répartition géographique des importations à fin juin 2017



Source : DGE ; DGD

Du côté des importations, les principaux fournisseurs proviennent essentiellement de l'Union Européenne, de l'Asie et de la CEDEAO. Ainsi, l'ensemble des approvisionnements en marchandises en provenance de ces zones représentent 81,0% du total des importations en valeur.

Au niveau de l'Europe et de l'Asie, la France et la Chine se positionnent en tête avec respectivement 12,9% et 12,3% des importations.

Le poids important de la CEDEAO dans les importations de la Côte d'Ivoire s'explique par les achats de pétrole brut en provenance du Nigéria et destiné à l'alimentation de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR). Le Nigéria se positionne donc comme le premier pays fournisseur de la Côte d'Ivoire au niveau du continent africain et le troisième dans le monde avec 11,3% des importations.

Spécifiquement à la zone UEMOA, le Togo et le Sénégal sont les principaux fournisseurs de la Côte d'Ivoire avec respectivement 2,5% et 1,9% des importations. Les marchandises provenant de ces pays sont les produits pétroliers (Togo) et les poissons (Sénégal).

II.4. SITUATION MONETAIRE ET MARCHÉ BOURSIER

II.4.a. Situation monétaire

Renforcement du rythme de progression du financement de l'économie

A fin juin 2017 et en comparaison à la période correspondante de 2016, la **situation monétaire** est marquée par un accroissement de la masse monétaire sous l'effet de la consolidation des crédits intérieurs nets et des avoirs extérieurs nets.

La **masse monétaire** ressort à 9 072,3 milliards en augmentation de 17,6% (+1 361,0 milliards). Cette évolution se ressent à la fois au niveau des dépôts en banque (+13,2% ; +756,2 milliards) et de la monnaie fiduciaire (+30,6% ; +604,7 milliards).

Du côté des contreparties de la masse monétaire, les **avoirs extérieurs nets** croissent de 31,1% (+673,6 milliards) pour ressortir à 2 838,2 milliards, après être restés en contraction sur les cinq premiers mois de l'année 2017. Cette inversion de tendance est attribuable à la mobilisation de 1 143,5 milliards sur le marché financier international, en dollars US et Euros, à travers l'émission d'Eurobonds au mois de juin 2017.

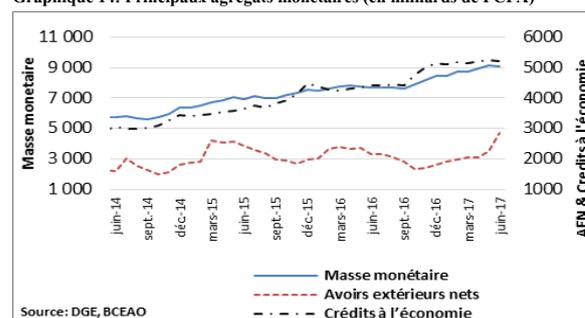
En ce qui concerne l'encours des **crédits intérieurs nets**, il est ressorti à 6 704,3 milliards en progression de 12,4% (+742,0 milliards). Cette évolution provient de l'effet conjugué de l'augmentation du crédit net à l'économie et de la réduction de la Position Nette du Gouvernement (PNG).

La PNG se situe à 1 484,6 milliards, en baisse de 4,7% (-72,5 milliards). Cette amélioration de la PNG s'explique par une augmentation des créances du Trésor plus importante que celle de ses dettes vis-à-vis du système bancaire. Les créances du Gouvernement bénéficient des ressources mobilisées au titre des Eurobonds pour le financement des projets structurants de l'Etat.

S'agissant de l'encours du financement bancaire de l'économie, il s'est affiché à 5 219,7 milliards, en

accroissement de 18,5% (+814,5 milliards). Cette embellie traduit la confiance du secteur bancaire en l'économie ivoirienne. Tous les types de crédits bénéficient de cette progression notamment les crédits de campagne (+59,1% ; +141,9 milliards), les crédits ordinaires de court terme (+10,8% ; +241,4 milliards), les crédits ordinaires à moyen terme (+22,6% ; +387,2 milliards) et ceux à long terme (+20,4% ; +44,0 milliards).

Graphique 14: Principaux agrégats monétaires (en milliards de FCFA)



En ce qui concerne la situation des banques sur le premier semestre de 2017, il est observé un accroissement des dépôts de 26,7% (+191,4 milliards) par rapport à la même période de 2016 pour s'établir à 907,4 milliards.

Aussi, en termes de flux, le montant cumulé des effets escomptés s'élève à 462,2 milliards, en hausse de 16,2% (+64,6 milliards) du fait de la progression des effets escomptés au profit des « Entreprises individuelles » (+32,7 milliards), des « Autres sociétés » (+26,7 milliards) et des « Particuliers » (+15,5 milliards). En moyenne, le taux d'escompte recule de 0,8 point de pourcentage pour s'établir à 6,9%.

En ce qui concerne le montant cumulé des crédits ordinaires octroyés sur la période sous revue, il enregistre une baisse de 5,9% (-132,4 milliards) en lien avec la contraction des crédits octroyés aux « Particuliers » (-88,4 milliards), aux « Autres sociétés » (-76,4 milliards), à la « clientèle financière » (-24,8 milliards), à l'« Etat et organismes assimilés » (-9,7 milliards), aux « Sociétés d'Etat et EPIC » (-7,9 milliards), aux « Personnels des banques » (-4,0 milliards) et aux « clients divers » (-1,7 milliards). En revanche, les crédits accordés aux « entreprises individuelles », aux

« assurances et caisses de retraite » et aux « coopératives et groupements villageois » croissent respectivement de 61,8 milliards, 16,1 milliards et 8,0 milliards.

Le taux d'intérêt moyen appliqué à ces crédits a augmenté de 0,3 point de pourcentage pour se situer à 6,4%. La durée moyenne des crédits s'est établie à 21,2 mois au cours des six premiers mois de 2017, contre 17,4 mois pour la période correspondante de 2016, en relation avec la progression des crédits à moyen et long termes.

Selon les données à fin mars 2017, la branche « Commerce gros et détail, restaurants, hôtels » demeure la principale bénéficiaire des crédits de court terme avec 30,3% de l'ensemble des crédits. Elle est suivie par les « industries manufacturières » (22,2%) et l'« agriculture, sylviculture et pêche » (10,8%). La sous branche « Fabrication de produits alimentaires, boissons, tabacs » a capté 10,7% des crédits tandis que l'« Agriculture et chasse » a bénéficié de 9,6%.

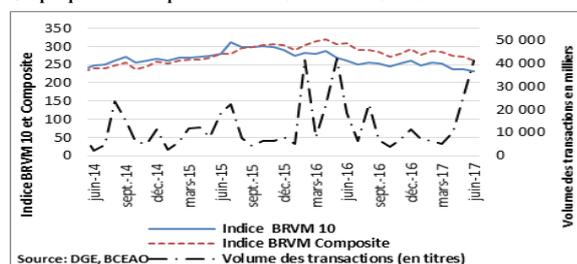
En ce qui concerne les crédits de moyen et long termes, la branche « transports, Entrepôts et Communications » a bénéficié de 27,3% de l'ensemble des crédits à fin mars 2017 alors que cette part ne représentait que 12,9% à fin mars 2016. Les « industries chimiques et fabrication de produits chimiques » enregistrent 11,5% des crédits tandis que les « assurances, affaires immobilières, services aux entreprises » ont obtenu 12,0% des crédits.

II.4.b. Marché boursier

Ralentissement des activités du marché boursier

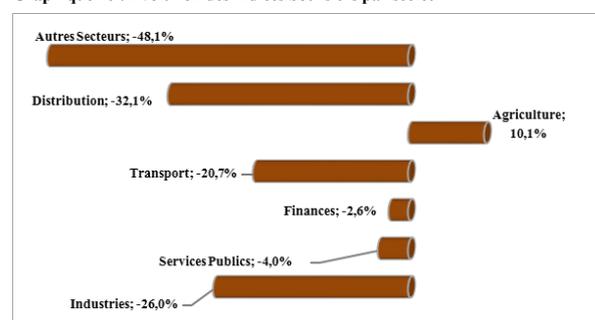
La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est marquée par un ralentissement des activités de la place financière. En effet, tous les indicateurs boursiers notamment les indices, la capitalisation boursière ainsi que la valeur totale transigée sont en contraction.

Graphique 15: Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



L'indice BRVM 10 ressort en moyenne sur le premier semestre 2017 à 243,5 points contre 275,2 un an plutôt, soit une baisse de 11,5% en raison du repli d'activité des dix entreprises qui la composent. Quant à l'indice composite moyen, il régresse de 9,8% pour s'établir à 276,7 points en moyenne en lien avec le recul de la quasi majorité des indices sectoriels notamment celui du transport (-20,7%), de la distribution (-32,1%), de l'industrie (-26,0%), des services publics (-4,0%), des finances (-2,6%), des autres secteurs (-48,1%). En revanche, l'indice du secteur agricole augmente de 10,1%.

Graphique 16 : Evolution des indices boursiers par secteur



Source DGE, BRVM

S'agissant de la capitalisation boursière, elle s'établit à 9 108,8 milliards, en diminution de 3,2% sous l'effet de la baisse de la capitalisation boursière des actions (6 565,8 milliards ; -14,1%). Toutefois, la capitalisation boursière des obligations a connu une bonne progression de 44,2% pour ressortir à 2 543,0 milliards.

Concernant les transactions, la valeur totale transigée² a chuté de 43,5% tandis que le volume a reculé de 29,6%.

Pour le seul mois de juin 2017, le marché boursier totalise 41 145 054 titres échangés pour une valeur globale de 22,5 milliards. L'activité s'est déroulée avec un ratio moyen de liquidité de 22,7%. Le taux de rendement moyen du marché se situe à 5,1% avec une prime de risque de -1,4%.

La baisse généralisée observée au niveau du marché boursier est imputable à un phénomène conjoncturel normal après des hausses d'environ 80% enregistrées sur la période 2012-2015. En effet, cette morosité peut s'expliquer par la prise de bénéfice de la part des

²Nombre de titres échangés.

investisseurs (vente des actions après les fortes hausses des cours les années précédentes) qui entraîne un excès de l'offre de vente et donc une baisse des cours. En outre, le fractionnement de certaines actions aux cours trop élevés a occasionné également un repli du cours des actions tandis que les nouvelles actions générées ne sont pas immédiatement affectées à leurs propriétaires et donc pas prises en compte dans la capitalisation pendant un certain temps.

En outre, la BRVM a enregistré des récentes actions de développement à mettre à son actif. Il s'agit notamment, de l'introduction à la cote de cinq SUKUK en octobre 2016, faisant de la BRVM la première bourse islamique de l'Afrique, de l'accès au marché « Msci Frontier » en novembre 2016 et de la mise en place d'une application mobile pour accéder au cours des actions.

En termes de perspectives, la BRVM compte finaliser le troisième compartiment dédié au PME/PMI dont le dossier est soumis au régulateur. L'opérationnalisation de ce compartiment sera basée sur la mise en place d'un listing sponsor qui oblige les PME/PMI à se faire encadrer par une grande entreprise avant et après l'admission à la cote afin d'assurer le respect des exigences du marché boursier. Par ailleurs, il est prévu l'introduction en bourse du groupe NSIA et ECOBANK-Côte d'Ivoire d'ici la fin d'année 2017.

En conclusion, l'activité économique nationale a été dynamique au premier semestre 2017 grâce à une bonne progression du secteur primaire, au maintien à la hausse de l'activité industrielle et à l'amélioration de la compétitivité avec un taux de change effectif réel en baisse de 2,43% par rapport au dernier trimestre 2016. Le démarrage imminent de grands chantiers d'infrastructures publiques devrait permettre d'inverser la tendance baissière du BTP. Ces chantiers comprennent la réhabilitation et l'extension d'infrastructures existantes ainsi que la construction de nouveaux ouvrages. Il s'agit notamment du prolongement de l'autoroute du nord sur l'axe Yamoussoukro-Tiébissou, des réalisations de l'échangeur du carrefour Solibra, du projet de transport urbain d'Abidjan, des réceptifs hôteliers ainsi que de l'aménagement des aéroports de San Pedro et Yamoussoukro. En ce qui concerne le secteur tertiaire, le trafic de marchandises au port d'Abidjan devrait se redresser en liaison avec la fin des travaux de réhabilitation de la voirie de la zone portuaire qui favorisera son désengorgement.

En outre, le succès de l'émission d'Eurobonds en juin 2017, avec 1 143,5 milliards de FCFA mobilisés, devrait permettre d'accélérer la mise en œuvre du PND 2016-2020 et concourir à la réalisation d'une croissance économique soutenue en 2017. Ainsi, comme l'ont indiqué le rapport sur les perspectives économiques régionales du FMI, et le rapport Africa Pulse de la Banque mondiale, la Côte d'Ivoire est parmi les quelques pays d'Afrique qui ont su montrer une résilience aux chocs ces deux dernières années. Le pays devrait continuer de figurer dans le groupe de pays à forte croissance non seulement en Afrique mais également dans le Monde.

**DIRECTION DES PRÉVISIONS, DES POLITIQUES
ET DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES**

Plateau, Avenue Marchand, Immeuble SCIAM, 1er étage

Tél. (00225) 20 20 09 58 / 20 20 09 24 / 20 20 09 25

04 BP 650 Abidjan 04 • Email : sdc.dppsedge@dge.gouv.ci

1994,78

4612,00